

La réponse de Toupin à l'ultimatum des cultivateurs

# Un plan de 5 ans pour sauver l'agriculture

par Pierre Sormany

Les cultivateurs en colère avaient demandé à M. Toupin, ministre québécois de l'Agriculture, de les rencontrer aujourd'hui, afin de négocier l'indexation absolue des prix agricoles sur les coûts réels.

Court-circuitant quelque peu cette rencontre, le ministre a annoncé hier, dans le luxueux Hilton de Québec, une esquisse préliminaire de ce qui pourrait devenir le plan quinquennal de développement de l'agriculture, avec comme objectif majeur ce dont M. Toupin parle de-

puis longtemps déjà: l'autosuffisance québécoise en matière de production alimentaire.

Le plan, qui aurait reçu un accord de principe au Conseil des ministres, ne promet rien à très court terme. Ces objectifs à long terme touchent toutefois l'élévation des revenus agricoles, l'accroissement de la capacité de production, une meilleure utilisation des terres, le développement d'une importante industrie de transformation... tout en maintenant des prix abordables à la consommation.

Mais pour cela, il faudra que le gouvernement consente à accorder à son ministre de l'Agriculture des crédits supplémentaires de \$1,875 millions d'ici deux ans, avec un budget atteignant \$400 millions pour l'année fiscale 1977-1978.

Rappelons que les agriculteurs réclamaient cette année un budget de \$200 millions pour le ministre, lequel n'avait pourtant reçu que \$120 millions environ, malgré les "menaces" de démission du ministre.

Autres informations, page 6

# LE JOUR

où nous serons maîtres chez nous

le vendredi 4 octobre

Généralement ensoleillé

Celsius (°C) Fahrenheit (°F)

Minimum: -1 Minimum: 30  
Maximum: 13 Maximum: 55

Vol. 1 — No. 183

16 pages

20 cents

1974

## québec

Le maire Robidas veut éviter le chaos



page 5

La CECM sur la sellette

page 3

Saint-Pierre admet que le Québec recule

page 6

Le shylock, un millionnaire qui envoie ses clients en prison

page 2

## monde

L'Écosse sera-t-elle indépendante avant le Québec?

page 10

L'Italie devant le vide

Le premier ministre italien, M. Mariano Rumor, a remis sa démission hier soir, laissant l'Italie sans gouvernement. Les Italiens devraient bientôt être amenés à choisir un nouveau gouvernement. Mais, en dehors des communistes, le vide politique italien est maintenant presque total.

page 10

Encore et toujours le pétrole

page 11

## spectacles

Claude Michaud farfelu!

Dès le 11 octobre dans les cinémas, une comédie policière québécoise qui met en vedette un Claude Michaud farfelu.

page 13

## sport

Battu 5-2 à Moscou, le Canada ne peut plus gagner la série

page 16

# Ottawa menace la United Aircraft

## La nationalisation serait une solution, disent les syndiqués



(Téléphoto P.A.)

### La terre tremble à Lima

Un tremblement de terre bref mais extrêmement violent a secoué hier le Pérou, dans la région de Lima. L'intensité du séisme était de 8 à l'échelle internationale. Le bilan n'est pas encore définitif mais hier soir, on comptait plusieurs dizaines de morts et les dégâts matériels étaient importants dans la capitale, surtout dans les vieux quartiers.

# Ottawa gêne l'efficacité de la SDI, dit Saulnier

par Jean Chartier

N'eût été l'influence du ministre fédéral de l'Expansion économique régionale, le président de la Société québécoise de développement industriel, M. Lucien Saulnier, estime que son organisme détendrait d'ores et déjà des participations beaucoup plus nombreuses au capital-actions d'entreprises québécoises.

De plus, au passif de la SDI, on doit relever que c'est seulement quinze mois après le dépôt d'une requête d'amendement que le bill 48 fut finalement adopté par l'Assemblée nationale en juillet dernier. Aussi, ces facteurs conjugués ont jusqu'ici bloqué l'efficacité de l'organisme moteur du développement industriel québécois.

Dorénavant, estime M. Saulnier, la SDI s'attèlera non seulement au développement de l'infrastructure économique québécoise mais à une prise en charge plus grande de la population à son activité économique.

Étant donné la situation actuelle des marchés boursiers, M. Saulnier estime que les milieux d'affaires cherchent des capitaux partout et qu'en conséquence toute offre de collaboration de la SDI sera largement bienvenue. Si ce n'était des cadeaux du gouvernement fédéral,

ajoute-t-il, l'impulsion de l'organisme québécois revêtirait d'ailleurs une force bien plus grande.

D'une part, enchaîne M. Saulnier, même si le MEER n'offre pas de subvention aux industries qui viennent s'installer dans la région de Montréal, la SDI leur rendra dorénavant disponibles des prêts sans intérêt ou à bas taux d'intérêt qui équivaldront à une forte

incitation. D'autre part en dehors de la région de Montréal, lorsque le gouvernement fédéral souciera une subvention de l'ordre de 17 pour cent, dans certains cas, pour que l'industrie s'installe au Québec, la SDI ira jusqu'à ajouter 25 pour cent du capital-actions sous forme de prêt ou d'investissement pur et simple.

Autres informations, pages 6 et 9

par Pierre Tanguay

Alors que les 1,600 grévistes de la United Aircraft se préparent à une vaste offensive contre cette compagnie, le premier ministre Trudeau est intervenu hier de façon assez brutale dans ce conflit de travail qui pourrait depuis le 7 janvier. M. Trudeau a menacé de nationaliser les installations de la United à Longueuil.

Un porte-parole des 1,600 employés de la United en grève depuis neuf mois, M. Jean-Marie Gonthier, secrétaire-trésorier du local 510 des Travailleurs unis de l'automobile (TUA), a pour sa part déclaré que la nationalisation de la United Aircraft serait une solution au conflit qui s'éternise.

Les autorités de la United Aircraft ont réservé leur réaction pour plus tard.

Cette affirmation de M. Trudeau est venue à la suite de l'intervention en chambre d'un député néo-démocrate qui déclarait que la United Aircraft procédait depuis un certain temps au transfert d'une importante partie de son équipement dans ses usines américaines.

Ce n'est pas la première fois que de telles accusations sont portées contre la United Aircraft mais c'est la première fois par contre que le gouvernement canadien va aussi loin dans ses menaces contre cette compagnie américaine.

La United Aircraft a bénéficié jusqu'à date de plus de \$60 millions en subventions de toutes sortes.

Pendant ce temps, le ministre du Travail du Québec, Jean Cournoyer, déclarait à Montréal qu'il n'entendait pas intervenir directement dans le conflit. Il a précisé toutefois qu'il étudierait le rapport de l'enquêteur spécial, Pierre Dufresne, en compagnie du premier ministre Bourassa.

L'exécutif du local 510 doit se réunir aujourd'hui afin de fixer les moyens d'action qu'utiliseront les grévistes pour forcer la compagnie à négocier. Il est à prévoir que d'autres manifestations se dérouleront dans les prochains jours. Le syndicat a de plus confirmé que des poursuites pourraient être intentées contre un policier de Longueuil qui a dégainé son revolver pendant la manifestation de mardi, devant l'usine principale à Longueuil. Cette manifestation avait rapidement dégénéré en violence et avait nécessité l'intervention de la police de Longueuil et de la Sûreté du Québec.

## Charles Tremblay à la mairie?

par Evelyn Dumas

Des noyaux importants de militants du Rassemblement des Citoyens de Montréal souhaitent que le candidat à la mairie de ce groupe d'opposition soit Charles Tremblay, député du Parti québécois dans Sainte-Marie, de 1970 à 1973, défait par une faible marge il y a un an.

Ainsi serait marqué, comme il l'était au début de la formation du RCM, le lien entre l'opposition municipale à Montréal et les éléments

montréalais du PQ. Rappelons que le congrès du PQ Montréal-centre, en fin de semaine dernière, a exprimé son appui au Rassemblement.

M. Tremblay a été approché par des émissaires du RCM qui lui ont proposé la candidature, mais il n'a pas encore décidé de l'attitude qu'il prendra. Il aurait demandé quelques jours de réflexion.

Le RCM s'est donné jusqu'au 15 octobre pour trouver un candidat à la mairie. En ce moment, ses diri-

geants hésitent entre deux voies possibles, soit:

● le choix d'un candidat "sérieux", comme Charles Tremblay, qui pourrait aller chercher une proportion importante du vote;

● un appui "de facto", dont les modalités resteraient à déterminer, à la candidature de Paul-Émile Robert, qui ne pourrait être le candidat officiel à cause de divergences de vues sur le programme électoral, mais qu'on pourrait accepter comme porte-étendard de l'opposition réunie.

Jean-Marc Desjardins

## LENAUTILUS

- Roche ● minéraux
- coquilles ● insectes
- papillons ● coraux
- etc...

Pour collectionneurs et décorateurs

4840 rue St-Denis  
Montréal  
849-7409



L'usine d'asphalte de Désourdy Construction, en bordure de la ville de Sainte-Julie, produit depuis plusieurs mois des émanations de fumées qui pourraient contenir des substances toxiques. Ce qui a provoqué une fois de plus la colère des résidents de la ville et la protestation officielle des membres du conseil de ville. Cette photo a été prise le 5 août dernier par un citoyen de Sainte-Julie.

## Les fumées de Désourdy Construction exaspèrent les citoyens de Ste-Julie

par Maurice Giroux

Les émanations de l'usine de béton bitumineux (asphalte) appartenant à la firme de Désourdy Construction viennent une fois de plus de soulever la colère des citoyens de Sainte-Julie.

L'usine, qui est située sur le territoire de Saint-Bruno, près de la pente de ski, crache cependant depuis plusieurs semaines vers le Domaine des Hauts-Bois des fumées noires contenant des substances toxiques.

Tout indique qu'à plusieurs reprises au cours de l'été, et même à l'heure actuelle, l'usine fonctionne au-delà de sa capacité normale, rendant inutile le filtre protecteur.

Plusieurs plaintes ayant été portées dans le passé, des fonctionnaires du Service de la protection de l'environnement, section industrielle, se sont rendus sur place. À quelques reprises, ils ont constaté que l'opacité des émanations, qui ne doit pas normalement dépasser 20 pour cent, atteignait 40 pour cent.

Jusqu'à présent, le Service de la protection n'a jamais recommandé au ministre de

l'Environnement, M. Victor Goldbloom, de prendre des sanctions contre la firme Désourdy, préférant donner des avertissements à la compagnie.

On sait que les règlements concernant les émanations des usines de béton bitumineux entreront en vigueur le 1er janvier 1976 et qu'en attendant le ministre se sert de ses pouvoirs généraux d'intervention lorsque des cas exceptionnels se produisent.

Il appartient finalement au ministre de l'Environnement de décider si devant tel cas particulier, il s'agit d'un cas assez grave pour intervenir au moyen de sanctions comme des amendes ou des fermetures.

Un nouvel enfant de Péladeau

## Le "Journal du Nord-ouest" paraît lundi prochain

Les Publications Quebecor Inc., propriété de M. Pierre Péladeau, étendent leur empire au Nord-ouest québécois. Lundi prochain, le 7 octobre, paraîtra le premier numéro du "Journal du Nord-ouest" un quotidien de format ta-

res d'usine. Ce qui revient à dire que les pressions du public importent plus que la nature même des infractions commises.

Lors d'une assemblée du conseil de ville de Sainte-Julie, mardi dernier, un groupe de citoyens a manifesté son mécontentement devant l'attitude passive du conseil qui s'appropriait à "classer" avec le reste de la correspondance une lettre de l'Association récréative qui se plaignait au député et ministre de Chambly, M. Guy St-Pierre, de la pollution provoquée par l'usine Désourdy.

Il a fallu l'intervention énergique de citoyens présents dans la salle pour que le

conseil adopte une résolution l'effet d'envoyer une lettre au ministre Goldbloom, avec copie au ministre St-Pierre, pour se plaindre "énergiquement" de la situation.

Quant à la ville de Saint-Bruno, elle a déjà fait savoir qu'elle n'avait "aucun pouvoir" sur la firme Désourdy Construction, non plus que sur la carrière avoisinante de Dominion Lime qui tout récemment procédait à l'abatage des arbres en bordure de la montagne. Dominion Lime a tenté une poursuite en dommages contre la ville de St-Bruno à cause d'un règlement municipal limitant la circulation des camions à travers la ville.

### SEPT-ILES

PROMOTION

AUTOMNE 1974

abonnez-vous en téléphonant au:

962-6727

### SOREL — TRACY

CAMPAGNE DE PROMOTION 74

"On repart en grande"

Abonnez-vous par camelot  
Composez:  
742-3328



bloid qui ressemblera sensiblement aux autres quotidiens de Québec, le "Journal de Montréal" et le "Journal de Québec".

Avec un tirage de 20.000 exemplaires au départ, ce nouveau quotidien est le premier à faire son apparition dans cette région du Québec. L'équipe rédactionnelle comprendra 13 journalistes dont 5 seront affectés à la section sportive, 5 à l'information générale et 3 qui seront polyvalents.

D'après l'un des responsables de ce nouveau quotidien, la proportion de l'information locale proprement dite, sera assez réduite. En effet, sur un

volume de 44 pages, environ 5 pages seront consacrées à l'information locale alors que le reste sera un repiquage du "Journal de Montréal".

Comme pour les autres quotidiens de Québec, l'accent sera surtout mis sur les sports et sur les faits divers.

Le journal sera imprimé dans les locaux de "La Frontière" de Rouyn. Cette publication a récemment été acquise par Quebecor de même que d'autres petits journaux hebdomadaires et imprimeries de cette région. Avec l'arrivée de ce nouveau quotidien, Quebecor contrôle totalement l'information écrite du Nord-ouest québécois.

## Boucherville: l'Action municipale s'oppose au retrait de la CTRS

La création d'un nouveau mouvement appelé Action municipale de Boucherville s'est effectuée récemment lors d'un congrès de fondation qui sera suivi, vers le 8 octobre prochain, d'une convention pour le choix des candidats à la mairie et à l'échevinage pour les élections du 3 novembre prochain.

Le programme de base du nouveau mouvement comprend: — la redivision des quartiers avec un conseiller par quartier et la création de comités de quartier; — l'amélioration de l'information du public et la consultation obligatoire sur les problèmes importants; — l'établissement d'un plan d'urbanisme adéquat et l'appui au projet "un fleuve, un parc"; — l'élimination de la pollution de l'air et de l'eau et la lutte contre la pollution par le bruit; — la rénovation des systèmes d'aqueduc et d'égouts; — l'amélioration et la décen-

tralisation des facilités de loisirs pour les jeunes et les sportifs;

— la construction d'un centre d'accueil pour personnes âgées.

Le mouvement A.M.B. s'oppose au retrait de Boucherville de la Commission de transport de la Rive-Sud (CTRS) et favorise l'intégration du transport scolaire. Il appuie la gratuité du transport pour les personnes âgées et les assistés sociaux.

Le mouvement préconise aussi que la municipalité se dote d'une politique extérieure progressiste et fasse pression sur le gouvernement du Québec et l'Union des municipalités afin de: — favoriser la création d'un palier régional administratif pour un groupe de municipalités; — préconiser l'abolition de la taxe scolaire qui serait intégrée à l'impôt sur le revenu; — préconiser dans une première étape de confier l'administration de l'évaluation et de l'impôt foncier au gouvernement du Québec.

## Après le récit des déboires d'une de leur victime...

# Le shylock, un millionnaire qui envoie ses clients en prison

Une analyse de Pierre Bertrand



Les confidences d'une victime des shylocks publiées par LE JOUR dans une série de trois articles ont conduit notre journaliste à vérifier l'authenticité des propos tenus et à dégager le véritable portrait du réseau des prêts usuraires à Montréal. Cet aspect de la criminalité constitue d'ailleurs l'objet actuel des séances de la commission d'enquête sur le crime organisé.

La ville de Montréal abriterait au moins 200 millionnaires dont la source de revenus proviendrait de quelques 300.000 clients de "petite semaine". Ces clients, à qui de petits prêts auraient été consentis, représentent cependant un des plus importants facteurs de la criminalité à Montréal puisque le remboursement de l'argent emprunté les oblige à utiliser tous les moyens pour rencontrer l'échéance du versement dont ils sont débiteurs auprès d'un usurier.

Ce dernier récolte ainsi l'argent prêté en y ajoutant évidemment le profit issu des intérêts et amendes exigés du client; mais ce qui est davantage remarquable demeure, comme le soulignait le capitaine-détective Henri Marchessault devant la commission d'enquête sur le crime organisé, le chiffre "effarant" de crimes commis par des clients sous la pression des usuriers et de leur organisation.

### Le réseau organisé

Selon les informations rassemblées à ce jour par la section des prêts usuraires de la police, on est en mesure d'affirmer que les prêteurs sont infiltrés à peu près partout à Montréal et ce, grâce à une organisation d'une étonnante efficacité.

Le personnel d'un réseau de prêts usuraires comprend trois types de fonction: le dépisteur, le prêteur et le collecteur.

Comme l'indiquaient les remarques de la "victime" parue dans le JOUR, on trouve généralement les dépisteurs parmi les "waiters" de tavernes, les travailleurs d'industrie et les chauffeurs de taxi. Ces trois catégories ont un point commun soit celui d'être en mesure de rencontrer et de parler à beaucoup de gens. Ils prêtent à ces gens de petites sommes pour les dépanner et les taux d'intérêts sont énormes (environ de 300% à 600%).

Ces dépisteurs amènent ainsi leurs emprunteurs à avoir besoin de plus en plus d'argent et quand les montants demandés dépassent \$50, ils les réfèrent finalement à un "vrai" prêteur.

Le prêteur est habituellement le mandataire d'une Organisation et il

prête l'argent de celle-ci. En retour, il reçoit une large commission sur les profits réalisés. Digne façade du réseau, l'usurier ne se salira cependant jamais les mains. La plupart des prêteurs recrutent effectivement des collecteurs aux manières fortes pour récupérer les créances difficiles et mûter les clients récalcitrants.

### Meurtre et prostitution

L'officier-commandant de la section des prêts usuraires à la police de la CUM considère le collecteur comme "l'élément le plus abject de l'Organisation".

Les méthodes de récupération utilisées par les collecteurs vont de la simple menace à l'intimidation, l'extorsion, les voies de fait graves sur la personne du client ou sur celle des membres de sa famille, et dans certains cas, le meurtre.

Quant le client est ainsi manoeuvré par une cruauté aussi physique que mentale, le désespoir le conduira à obéir aux propositions du collecteur. Ce dernier suggère donc au client de commettre des vols, vols par effraction, fraudes, passer de la fausse monnaie ou distribuer des narcotiques. Tout cela dans le but de rembourser le prêteur. Des clients féminins sont même poussés à la prostitution pour éponger le déficit liés au shylock. Tous ces méfaits conduisent souvent leur auteur en prison mais la véritable raison du délit éclate rarement puisque la "peur" des représailles invite fortement le client à ne pas dénoncer l'usurier qui le tenait à la gorge.

### Le millionnaire

Les analyses de la comptabilité d'usuriers démontrent qu'un prêteur peut accumuler près d'un million de dollars en l'espace de quelques années. Avec un réseau d'une centaine de clients réguliers, l'usurier peut fonctionner avec un rendement moyen de 267% sur chacun des prêts consentis. Compte tenu du fait que la plupart des remboursements sont exigés sur la base de paiements hebdomadaires, l'argent reçu peut aisément et rapidement être réinvesti.

"Le shylock te prête dans l'espoir que tu ne le rembourseras pas" confiait notre "victime". Assurément, mais les liquidités rentrent tout de même dans la bourse de l'usurier par le biais des intérêts. L'officier Henri Marchessault confirme cette rentabilité du réseau en affirmant que "le mot d'ordre du prêteur est de ne jamais laisser le client payer sa dette en entier".

Si le client s'avoue insolvable, l'usurier lui offrira un nouveau prêt et si le client refuse, il augmentera considérablement le taux d'intérêt afin de garder le client enlisé dans les dettes le plus longtemps possible et ainsi l'avoir à sa merci.

### La prison pour qui?

Les témoignages entendus à ce jour devant la commission d'enquête sur le crime organisé ont démontré que les clients d'usuriers se retrouvent souvent en prison mais que jamais un usurier ne connaîtra le même sort même si les lois (Petits prêts, extorsion, loi du consommateur) prévoient une peine de prison. Les juges ont toujours prononcé des sentences se traduisant par des amendes. De plus, le niveau des amendes correspondrait rarement avec le véritable profit réalisé par un usurier.

### Naïveté

Autant peut choquer l'existence du réseau de prêts usuraires, autant on peut s'étonner de la naïveté des gens qui s'y laissent impliquer. La "victime" interrogée par le JOUR était un mordu des courses, un parieur régulier conscient de l'argent investi et même perdu (\$50.000) mais le désir de "jouer" l'emportait sur tout.

Les clients des shylocks ne sont cependant pas tous des joueurs et cela est vérifié par l'échantillon des dossiers de clients que possède la police. Les travailleurs ordinaires et qualifiés d'honnêtes font aussi appel à l'usurier parce que les banques ou les compagnies de finances les refusent.

Le besoin de "consulter" un shylock naitrait donc aussi d'un mal connu sous le nom "d'inflation".

## Cournoyer reste et s'explique "Y'a qu'un gars pour me déloger, c'est Bourassa"

par Pierre Tanguay

Réitérant sa volonté de demeurer à son poste, le ministre du Travail Jean Cournoyer s'en est pris hier, devant les membres du Club Richelieu, à tous ceux qui demandent sa démission.

Dans un discours empreint d'agressivité et d'amertume, le ministre, entouré de ses adjoints, a tenté de justifier la position qu'il défend à l'intérieur de son ministère depuis 4 ans.

Faisant allusion aux accusations qui ont été portées contre lui devant la commission Cliche, M. Cournoyer a affirmé que la position qu'il a défendue en faisant adopter la loi 9 n'avait aucunement changé et que si c'était à refaire, il ferait "passer" cette loi à nouveau.

On se rappellera que la loi 9 avait été votée en juin 73 suite à des négociations qualifiées

par la suite d'illégales entre la FTQ-Construction et 4 des 5 associations patronales. Ces négociations qui excluèrent la CSN et une des associations patronales avaient abouti à une entente qui devait être appliquée par la suite à toute l'industrie de la construction par la loi 9.

Le ministre Cournoyer dans le style coloré qu'on lui connaît, a renvoyé dos à dos tous ceux qui l'ont attaqué récemment. Du "gros Dédé" (André Desjardins, président de la FTQ-Construction) au "grand Charles" (Charles Perreault, président du Conseil du patronat du Québec), tout le monde a été écopé des commentaires acides du ministre.

Quand à la possibilité de sa démission ou de sa mutation à un autre ministère, M. Cournoyer a affirmé que seul le premier ministre pourrait le congédier. "Y'a rien qu'un

gars qui peut me déloger de là, c'est Robert Bourassa. C'est pas Perreault, Desjardins, Laberge ou Pépin ou les autres "bazoufs" (?) qui se sont cassés la gueule la semaine dernière devant la commission Cliche".

Toujours à propos de la commission Cliche, le ministre du Travail a expliqué que cette commission avait été formée sur son instigation et qu'il s'attendait depuis le début à être attaqué au cours de l'enquête. Malgré ça il affirme qu'il n'a jamais songé à nommer de ses amis politiques sur cette commission, il donne pour preuve l'allégeance conservatrice, néo-démocrate et péquiste des trois commissaires, MM. Mulrony, Cliche et Chevrette.

M. Cournoyer a avoué avoir craint d'être "traîné dans la boue" lors de cette enquête mais que cette crainte ne l'a pas empêché d'aller jusqu'au bout.

## quoi faire au Québec?

LAURENTIDES

Ste-Marguerite: Rencontre québécoise internationale des écrivains à l'hôtel Estérel. Thème: "L'écriture est-elle récupérable?"

MAURICIE

Trois-Rivières: Assemblée générale annuelle de l'Association des Commission Scolaires du diocèse de Trois-Rivières.

CONFIEZ VOS OFFRES D'EMPLOI AU QUOTIDIEN **LE JOUR**. VOUS SEREZ SATISFAITS.

## Le JOUR

LE JOUR est publié par la société SODEP INC., qui a son bureau principal au 387 Lebeau, Ville Saint-Laurent, Montréal 379. Il est imprimé à l'imprimerie Trans-Continental Inc., 433 Lebeau. La composition et le montage se font à l'atelier de composition D.S.C. Inc., 385 Lebeau.

La Presse Canadienne et l'Agence France Presse sont autorisées à publier les informations du JOUR. Abonnement: édition quotidienne, livrée à domicile par porteur: \$1.25 par semaine; par la poste: \$52 par année et \$30 par six mois. Édition du samedi: \$12. Tarif de l'abonnement servi par la poste aérienne sur demande. Courrier de deuxième classe: enregistrement numéro 3299. Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Québec.

### collaborateurs

#### Rédaction

Rédacteur en chef: Yves Michaud  
Secrétaire général de la rédaction: Jean-Pierre Fournier  
Chef de pûture: Pierre Godin; adjoints: Roch Côté, Bruno Dostie, Paul Paré  
Politique: Jacques Guay, Maurice Giroux, Evelyn Dumas, Gil Courtemanche, Claude Grégoire  
Consommation: Marie Vallée  
Travail et éducation: Paule Beaupré-Champagne, Gisèle Tremblay  
Affaires urbaines: Rose-Anne Giroux.

Économie et finance: Jean Chartier, Pierre Sormany  
Vie et Culture: Alain Pontaut, Jean-Pierre Tadros  
Reporters: Marcelle Bourque, Pierre Tanguay, Pierre Bertrand  
Photographie: Antoine Désilets, Michel Giroux  
Caricature: Berthio  
Documentation: Ginette Héty  
Sport: Alain Gerber, Christian Nobert  
Jean-Marc Desjardins  
Tourisme: Bougainville

Administration  
Directeur administratif: Robert St-Jean  
Contrôleur: Marcel Latendresse  
Comptable: Ginette Roy  
Assistante comptable: Johanne Marier

Tirage  
Directeur: Marcel Pinsonnault  
Adjoint: Michel Gagné

#### Publicité

Directeur: Publicité locale et nationale: Gérard Lapointe  
Représentants: Jacqueline Avril, Jean-Normand Senay, Rod Berger, Jean-Pierre Tison, Richard Bradette, Francine Tremblay, Robert Pepin  
Carrières: Suzanne Asselin  
Petites annonces et Avis légaux: Ginette Tremblay  
Graphiste - maquetiste: François Delaney

TÉLÉPHONE: 331-8961 (lignes groupées)

# LE JOUR

## La CECM sur la sellette

- débrayages dans 5 écoles
- manifestation de 2000 étudiants
- appui de l'Alliance aux élèves
- l'opération renouveau contestée

par Rose-Anne Giroux

● Dans le cadre d'un mouvement de débrayage étudiant qui ne s'était pas vu depuis les automnes chauds de la période 1968-70, et qui s'est étendu jusqu'ici à presque toute la population adolescente du centre-ville, celle de deux écoles et trois grandes polyvalentes, près de 2,000 étudiants du secondaire ont manifesté, hier après-midi avec l'appui de l'Alliance des professeurs devant les locaux de la CECM, pendant que leurs leaders s'efforçaient, mais en vain, de convaincre les commissaires de modifier l'ordre du jour de leur réunion pour écouter les doléances du Mouvement de libération étudiant (MLE); ● Par contre, les commissaires ont indirectement répondu aux griefs des étudiants sur les classes trop nombreuses, surchargées d'élèves, lorsqu'ils ont autorisé l'embauche de 52 nouveaux professeurs, dont 41 au secondaire, ce qui représente une dépense inadmissible de l'ordre de \$500,000 à \$600,000, un écart budgétaire qu'éventuellement, les contribuables de l'île pourraient bien être appelés à combler par une augmentation de taxes.

● Enfin et surtout, dans la mesure où c'est cette résolution qui a soulevé le plus grand débat de fond, à partir, notamment de l'opposition du commissaire Gaston Michaud, l'un des apôtres du centre-ville, les commissaires ont finalement donné le feu vert à une opération "Renouveau" d'un peu plus de \$140,000, visant à une meilleure intégration au secondaire des élèves des milieux défavorisés: ou doit-on dire des milieux "exploités", comme le commissaire Michaud? Un cas: Émile-Nelligan

Parmi ces faits saillants, qui ont marqué, hier, la journée des commissaires d'école de Montréal, il convient de souligner certaines interrelations: le fait, par exemple, qu'une des écoles ayant débrayé cette semaine, la polyvalente Émile-Nelligan, figure parmi les "boîtes" dont les problèmes de milieu sont tels que la CECM les a choisies pour bé-

nificier ou, en tout cas, faire partie de l'Opération Renouveau.

Pour les adolescents de la polyvalente Émile-Nelligan, cette décision de la CECM se traduira par l'embauche d'un professeur à temps plein qui sera chargé d'établir un meilleur lien entre l'école et le marché du travail, un job d'in-

formation et d'orientation qui se justifie du fait que 70 p.-cent des élèves sont en "professionnel".

Il s'agit d'un exemple parmi d'autres projets. Qui veulent tous corriger certains problèmes communs à ce milieu désigné: absentéisme, échecs scolaires, taux élevé de drop-outs, etc... Pour s'en tenir toujours au même exemple, celui de la polyvalente Émile-Nelligan, précisons que 20 p.-cent de ses élèves ont lâché en cours de route, l'an dernier, tandis qu'un autre 20 p.-cent s'absentaient régulièrement des cours.

Qu'il y ait un problème d'adaptation, personne ne peut en douter, comme le démontrent encore d'autres statistiques indiquant, par exemple, qu'environ 80 p.-cent des élèves du centre-ville doivent suivre des cours "allégés" moins compliqués; ou encore que 20 à 30 p.-cent des élèves de l'élémentaire de la région du sud-ouest (Saint-Henri, etc.) ont de la difficulté à passer au secondaire.

Un autre (cas "chiffré" qui n'a pas manqué de troubler la conscience de tous ceux qui assistaient à la réunion des commissaires: comment se fait-il que le Cegep Maison-Neuve n'a fourni, dernièrement qu'un étudiant à la Faculté de médecine, tandis que le Cegep Bois de Boulogne, dans le nord de la métropole, en aurait fait accepter 33?

Là où les consciences diffèrent toutefois, c'est sur les solutions à apporter aux problèmes. Car si la majorité des commissaires n'étaient que trop heureux, hier, d'arriver avec ce qu'il considèrent comme un début de solution, le commissaire Gaston Michaud s'est fait fort, lui, de démontrer que l'Opération Renouveau n'était qu'une solution de replâtrage, une "sorte de cadeau de la Saint-Vincent-de-Paul". Qui soulage les consciences sans rien régler, en plus de consacrer une nouvelle fois le terme "défavorisé". Une expression qui condamne les résidents de ces milieux dont tout le monde parle à la marginalité, dans la mesure où on leur fait sentir qu'ils sont à part.

Bref, plutôt que d'inviter les étudiants des milieux "exploités" à s'intégrer à une culture définie par la bourgeoisie, le commissaire Michaud est d'avis que ce sont les spécialistes de l'éducation qui devraient s'intégrer à leur milieu... pour le valoriser au lieu de le comparer aux autres! Pour sa part, la présidente de la CECM, Mme Thérèse Lavoie-Roux, a fait valoir que ce sont les parents de ces milieux, justement qui ont demandé à faire partie de l'Opération Renouveau, qui touchera aussi des écoles comme Charles-Lemoine et Saint-Henri.

Le débat reste ouvert. Quant au Mouvement de libération étudiant, qui a "libéré" jusqu'ici les écoles Émile-Nelligan, Le Plateau, Saint-Stanislas, Jeanne-Mance et Pierre-Dupuy, il critique surtout la mauvaise qualité de l'enseignement qui serait due au trop grand nombre d'élèves par groupes, en plus de dénoncer l'archaïsme des règlements qui régissent la vie étudiante.



photo Robert Duquette

Près de 2,000 étudiants du secondaire ont manifesté, hier, devant les locaux de la CECM, où les commissaires ont refusé de modifier l'ordre de leur réunion pour recevoir les représentants du Mouvement de libération étudiant. Par contre, les étudiants ont refusé de rencontrer une petite délégation de commissaires comme on leur avait proposé: c'était tout ou rien!

par groupes et 20 dans les ateliers.

Enfin, dans un rapport "sur la situation au secondaire", la CECM a souligné, hier, que la population secondaire a augmenté de 1,370 élèves par rapport à ses prévisions de 60,665, tandis que le nombre des professeurs a augmenté de 80. Mais contrairement à ce qu'elle avait fait dans son rapport "sur l'élémentaire", la CECM n'a pas cru bon d'établir la répartition par groupes...

De concert avec les professeurs qui les appuient sans pour autant débrayer eux-mêmes, ces étudiants demandent donc au ministère de l'Éducation de changer ses normes, de façon à ce qu'il y ait un maximum de 30 élèves

par groupes et 20 dans les ateliers.

Enfin! Ce fut une journée bien chargée!

### Selon Jean-Paul Cloutier La logique du maire conduit à abolir le Conseil municipal

Dans la logique du maire Jean Drapeau au sujet du rôle des conseillers, il faudrait abolir le conseil municipal de Montréal et laisser le maire régner seul. C'est ce qu'a conclu le conseiller de Papineau, M. Jean-Paul Cloutier, qui a démissionné en fin de semaine du Parti civique de Jean Drapeau.

aucun vote enregistré aux réunions du Conseil.

M. Cloutier a été élu pour la première fois en 1970. Il a exprimé sa dissidence, pendant les quatre dernières années, sur plusieurs projets de l'administration Drapeau, notamment la démolition du Couvent Hochelaga, le projet de Village Olympique permanent, la démolition de certaines églises, l'autoroute est-ouest et ses effets sur les quartiers qu'il traverse, et surtout l'autorisation donnée à l'exécutif d'accorder les contrats liés aux Jeux Olympiques sans soumission.

Selon M. Cloutier, "en ce moment le vent tourne" contre l'administration Drapeau: il l'a constaté en faisant des sondages auprès d'électeurs de son district. Il s'attend à ce que l'opposition fasse une importante percée le 10 novembre.

Selon M. Cloutier, deux incertitudes majeures planent en ce moment sur l'administration de Montréal: le droit qu'a le Comité exécutif d'accorder des contrats sans soumissions pour tous les projets liés aux Jeux Olympiques, qui peut amener du gaspillage, du tripotage et des pertes considérables; et l'opposition des autorités municipales à la nomination d'un vérificateur indépendant, comme en ont présentement les gouvernements provincial et fédéral.

On se rappellera que M. Cloutier a démissionné du Parti civique parce que, selon lui, le maire exigeait des conseillers qui représenteraient son parti à l'Hôtel de Ville au cours des quatre prochaines années qu'ils n'expriment aucune dissidence publique et qu'ils ne réclament

Quant à lui, il n'a pas encore décidé quelle voie il suivra. Il étudie les programmes des deux partis d'opposition, et se sent plus près de celui du Rassemblement des Citoyens de Montréal. Il fixera son choix la semaine prochaine.

### Suite à la ré-évaluation des valeurs locatives à Montréal

## La taxe d'eau a subi une hausse moyenne de 5.3%

(E.D.) — Les locataires montréalais reçoivent ces jours-ci des comptes de taxe majorés de 5.3% en moyenne par rapport à l'an dernier. Il s'agit bien d'une augmentation moyenne, et dans certains cas, la hausse peut atteindre 10%.

La Ville de Montréal augmente ses revenus sans hausse formelle de taxe, par le biais de la ré-évaluation des valeurs locatives.

Le rôle des valeurs locatives de la Ville atteint cette année

un montant de plus d'un milliard de dollars, soit précisément \$1,080,488,192 dont \$364,133,583 d'évaluation pour fins de taxe d'affaires. Ce montant est obtenu par l'addition de 495,000 entrées pour la taxe d'eau, et de

46,494 pour la taxe d'affaires.

Au 30 avril dernier, le rôle des valeurs locatives atteignait \$1,028,346,677 dont \$342,468,491 pour la taxe d'affaires. La taxe d'affaires a donc été augmentée d'une

moyenne de 6.3%.

Le commissaire à l'évaluation de la Communauté Urbaine de Montréal, M. Camille Godin, n'était pas en mesure hier de donner immédiatement des renseignements sur le pourcentage d'augmentation des valeurs dans les années précédentes.

Il a dit que les hausses étaient basées notamment sur l'augmentation de la demande pour certains loyers. Ainsi, dans l'est, sur le boulevard l'Assomption, une forte hausse de la demande a entraîné des hausses sensibles dans l'évaluation, alors que dans d'autres quartiers où le marché est stabilisé, il a pu n'y avoir aucune hausse.

### Pierre Marois ne sera pas candidat à la mairie de Longueuil

Pierre Marois, qui fut trois fois candidat du Parti québécois dans le comté de Laporte (autrefois Chambly), ne sera pas candidat à la mairie de Longueuil.

Bien que pressé par de nombreux citoyens et militants péquistes, et après y avoir songé sérieusement, Pierre Marois a décidé de ne pas être candidat.

capable d'assurer une administration libre, démocratique et humaine".

"De plus, je souhaite fortement que tous comprennent la nécessité de faire un minimum de "nettoyage" et entoureront, par leur vote, Marcel Robidas, d'une équipe d'échevins indépendants et libres".

Au surplus, dans un communiqué de presse publié hier, Me Marois accorde son appui au maire actuel de Longueuil, M. Marcel Robidas.

L'annonce de la candidature à la mairie de Longueuil de M. Marcel Robidas a-t-elle été un facteur déterminant dans sa décision? À ce sujet, Me Marois, précisant qu'il connaissait, depuis quelques temps déjà, cette décision, ajoute que ce facteur a sans aucun doute été un élément très important: "J'ai personnellement, comme citoyen de Longueuil, un très grand respect, pour le courage, la patience, le sens humain et les qualités d'administrateur de Marcel Robidas, bien que je n'aie pas toujours été d'accord avec lui. Je ne peux pas dire que je ressens le même respect pour un certain nombre d'échevins actuels".

"Aussi, je souhaite ardemment que mes concitoyens, fiers d'être à Longueuil et désireux d'en faire une ville qui demeure humaine, réitérons, en allant voter, leur appui à Marcel Robidas, dans les circonstances, au surplus, dans un communiqué de presse publié hier, Me Marois accorde son appui au maire actuel de Longueuil, M. Marcel Robidas.



Les inondations dans la région de Montréal

## Ottawa et Québec vont étudier les méthodes de lutte contre les crues

OTTAWA (PC) — Le gouvernement fédéral et celui du Québec entreprendront une étude approfondie, au cours des deux prochaines années, au sujet des méthodes de lutte contre les inondations dans la région de Montréal.

La nouvelle a été annoncée conjointement, hier, par le ministre canadien de l'Environnement, Mme Jeanne Sauvée, et le ministre québécois des Richesses naturelles, M. Gilles Masse.

En plus d'examiner les moyens de réduire ou d'éliminer les dommages causés par les inondations, le comité d'étude s'attaquera également au problème de l'évaluation du nombre de périodes

de basses eaux lorsque les réserves sont anormalement faibles.

MM. Harry Rosenberg, d'Environnement Canada, et Claude Triquet, du ministère des Richesses naturelles, co-présideront le comité d'étude.

Le travail portera sur le lac Saint-Louis, le Saint-Laurent en aval jusqu'à Verchères, le lac des Deux-Montagnes et les rivières des Prairies et des Milles-Iles.

### Causes

Montréal et sa banlieue sont particulièrement vulnérables aux inondations, qui se produisent chaque fois que le débit combiné des deux cours

d'eau dépasse la capacité des chenaux qui entourent l'île de Montréal.

Les risques d'inondations sont encore plus grande quand le niveau d'eau des Grands Lacs et du bassin de l'Outaouais est anormalement haut, comme cela s'est produit depuis quelques années.

Une grande partie de l'étude sera effectuée conjointement par le Québec et le Canada. On a aussi demandé à l'Ontario de participer aux travaux pour les aspects de l'étude touchant les eaux ontariennes. Le rapport final de la commission d'étude sera présenté, en 1976, au comité consultatif Canada-Québec de l'eau.

### au jour le jour

● 13h à 17h  
Clinique de sang de la Croix-Rouge, au Canadien National, ateliers de Pointe Saint-Charles, 1830, rue Leber, Coacyard, Édifice de bureau, 2e étage.

● 2e congrès annuel du Conseil du travail de Montréal, à l'école Cardinal Newman, 4835, rue Christophe-Colomb.

● "Opération portes ouvertes" de l'Université McGill dans le but d'informer les visiteurs de l'enseignement et des recherches effectuées à l'Université.

● Le Centre de recherches et d'innovations urbaines organise un colloque sur les conseils de quartier pour Montréal, à l'édifice des sciences sociales de l'Université de Montréal, 3150, rue Jean-Brillant.

● Nuit des musiciens traditionnels (de la Louisiane, de l'Acadie et du Québec) à la salle du Gesù de l'Université du Québec, 1200, rue Bleury.

● Bazar d'automne de la paroisse Saint-Alphonse d'Youville, en la salle Sainte-Anne, 8590, rue Saint-Gérard.

# DOURTHE

Un grand nom dans les vins de Bordeaux.

Le vignoble bordelais produit une multiplicité de vins. Comment s'y retrouver quand on veut déguster un bon bordeaux? Exigez le nom Dourthe Frères sur l'étiquette. Vous serez assuré d'avoir un vin rigoureusement

sélectionné, bien élevé, vieilli à point. Depuis 1840, de génération en génération, la famille Dourthe Frères s'est créée une excellente réputation dans ce domaine.

**DOURTHE FRÈRES**  
Représenté par Gabriel Boussion Inc.

Chateau La Terrasse.  
Un bordeaux supérieur, velouté, recommandé avec toutes les viandes.  
No. 394A \$3.25

CHATEAU MAUCAILLOU  
MOULIS  
HAUT MÉDOC  
UN APPELLATION D'ORIGINE CONTRÔLÉE  
PROVINCE DE CHARENTAISE

Dourthe Réserve.  
Vin rouge léger, surprenant par sa qualité... et son prix abordable!  
No. 394C \$2.10

# éditorial

# Trudeau, la dissimulation et l'inflation

M. Trudeau a toujours eu le don de traiter les problèmes du revers de la main et le gouvernement fédéral sous sa poigne de libéral faussement moderne est devenu maître dans l'art de la dissimulation, de l'optimisme mensonger et de la fausse représentation. Ce manque de courage et cette propension à jouer avec la vérité comme d'autres jouent avec une rondelle, sont particulièrement évidentes dans le dernier Discours du trône.

Je ne sais plus quel journal titrait cette semaine "Ottawa mobilise contre l'inflation"; c'était bien là, la fausse impression, la supercherie magistrale que tentaient de nous faire avaler les rédacteurs de ce texte insipide. Car la vérité est toute autre, et si mobilisation il y a, c'est celle des propagandistes.

Cela est d'autant plus significatif que le seul thème de la dernière campagne électorale fut l'inflation, que le principal objectif du dernier budget Turner était la lutte contre l'inflation et que le Discours du trône qualifie celle-ci "du plus grave problème de l'heure au Canada". Là s'arrête la franchise du gouvernement et du premier ministre qui le lendemain, plutôt que de dire aux Canadiens, "la situation est grave et sérieuse", se vantait de la rectitude du diagnostic posé et y a quelque temps par son équipe et poussait même la suffisance jusqu'à proclamer que notre économie se comportait mieux que la plupart des autres. Certes, cela en consolerait peut-être quelques-uns de savoir que notre taux d'inflation est inférieur à celui de l'Italie qui vit en crise permanente ou de l'Argentine qui survit tant bien que mal dans l'anarchie.

Mais si on s'attarde à la croissance réelle, à la productivité et aux

perspectives d'avenir, la situation canadienne ne cautionne pas l'optimisme béat du premier ministre et de son gouvernement.

Le premier ministre n'a cessé de répéter durant la campagne électorale que le taux d'inflation diminuerait, que les prix de l'alimentation non seulement se stabiliseraient, mais qu'ils baisseraient. Quelles prophéties! Et maintenant quel maquillage de la vérité! L'avenir ne sera pas plus rose, il sera plus sombre: les prix des aliments montent et monteront encore, le taux d'inflation disent les économistes, lui aussi va atteindre de nouveaux sommets, pendant que dans quelques mois, le chômage touchera les 7% et le taux de croissance réelle plafonnera au mirifique niveau de 1.25%.

Que propose le gouvernement pour combattre ce problème qui peut devenir comme dans les pays qui ont adopté la politique du laisser-faire, un véritable fléau? Il propose effrontément de poursuivre les politiques mêmes qui ont failli jusqu'ici; il sert à nouveau les mêmes concepts éculés, les mêmes recettes dont les principaux ingrédients sont l'attentisme et l'opportunisme politique. Certes, le gouvernement nous promet de limiter la croissance de ses dépenses; mais cette pieuse manifestation de bonne volonté est contredite par le contenu du Discours du trône et la pléthore de promesses qu'a faites M. Trudeau durant la campagne électorale: investissements massifs dans les transports de marchandises, subventions considérables pour le transport urbain, subventions nouvelles aux fermiers et aux pêcheurs, mise sur pied de Petro-Canada, aide accrue aux futurs propriétaires, améliorations des programmes sociaux etc.

Plus loin, la falsification des faits se poursuit. Il faut augmenter l'offre

des biens, peut-on lire, dans le but évidemment d'en faire baisser les prix. Mais quelques lignes plus bas, le gouvernement se contredit encore. Contrairement à ce qu'il tente de faire croire aux Canadiens, la politique agricole du gouvernement ne vise absolument pas à accroître la production des aliments; elle veut, et y réussit, la limiter, rationner en quelque sorte les aliments afin de maintenir des prix élevés. C'est ce qui se produit, pour le grand malheur des ménagères, dans le cas des oeufs, du blé, du boeuf etc. Le ministre de l'Agriculture se distingue au moins par un courage dont M. Trudeau semble être absolument dépourvu. Il ne s'en cache pas, il désire des aliments qui coûtent cher. Le premier ministre devrait avoir la décence lui aussi de l'admettre; de même, il devrait cesser de mentir aux Canadiens. Maintenant qu'il a cette majorité dont l'absence, disait-il, l'empêchait de prendre des décisions difficiles et impopulaires, qu'attend-il pour cesser la ronde des félicitations mutuelles? Qu'attend-il pour faire preuve de ce leadership et de cette volonté, dont, disait-il, M. Stanfield était si tragiquement dépourvu? Qu'attend-il pour cesser de conter fleurette et parler de restrictions volontaires alors que les expériences passées de la défunte Commission des prix et des revenus, témoignent éloquentement de la faillite de cette technique?

M. Trudeau n'a peut-être tout simplement pas le courage de parler à ses concitoyens. Du moins jusqu'ici il a toujours refusé de le faire...sauf évidemment lorsqu'il s'agit d'agiter les épouvantails de l'anarchie comme en octobre 70 où quand il veut relancer le faux débat du bilinguisme pour nous faire oublier que le prix des oeufs augmente.

Gil Courtemanche

## vous avez la parole

### Le document Morin

# L'indépendance, une fois acquise, doit être absolument irréversible

Je viens de terminer la lecture de l'article de monsieur Claude Morin sur sa thèse sur l'accession à l'indépendance, et aussi, l'éditorial d'aujourd'hui de monsieur Maurice Giroux portant sur ledit article. Je dois dire que je suis profondément déçu. Car, si monsieur Morin a raison lorsqu'il dit qu'il faudra un temps pour effectuer les transferts de certains pouvoirs et ministère d'Ottawa à Québec, je ne suis plus d'accord mais alors là, plus du tout d'accord, quand au temps que cela devra prendre.

Je suis un indépendantiste depuis déjà 12 ans et j'en ai 25. C'est donc dire que je me suis politisé très jeune, mais passons. A l'époque, j'ai d'abord fait partie d'un mouvement indépendantiste en 1962, ensuite, je me suis joints au RIN, puis finalement au Parti québécois. Or, à l'époque, un vote pour le RIN était un vote "clair et net" pour l'indépendance. Je crois qu'il en est de même pour le Parti québécois. Un vote pour le Parti québécois, c'est un vote (sans équivoque) pour l'indépendance, c'est aussi un vote en faveur de la social-démocratie et peut-être, éventuellement, pour le socialisme.

Je trouve donc qu'un référendum (pour ou contre l'indépendance) complètement inutile, et même absurde! Surtout, si nous prenons le pouvoir avec 40% des voix ou plus, je suis en faveur d'un référendum concernant la constitution d'un Québec indépendant, d'un référendum quant aux modalités d'accession à l'indépendance, mais pas d'un référendum pour ou contre. De plus, monsieur Morin laisse entendre qu'il pourrait se dérouler un terme (mandat) complet et donc une seconde élection avant que la République québécoise soit officiellement proclamée. Nous

devons d'agir pour que cela ne se produise pas. A la dernière élection, en 1973, nous avons dit qu'il y aurait après la prise de pouvoir par le Parti québécois, une période normale de transition allant de 18 mois à 2 ans maximum. Qu'il en soit donc ainsi.

Monsieur Morin, pour justifier le fait "qu'il pourrait y avoir une élection après quatre ou cinq ans avant l'indépendance", pour justifier cette théorie, dis-je, monsieur Morin dit d'abord qu'il ne faut brusquer ni les gens, ni les choses, et qu'en deuxième lieu, il pourrait arriver qu'il y ait des troubles internes que le gouvernement devrait régler, ralentissant ainsi le processus de l'accession à notre indépendance. Je n'ai pas du tout la prétention d'avoir en politique la même compétence que monsieur Morin, étant un militant de base et n'ayant jamais suivi de cours à la faculté des Sciences politiques. Mais, j'ai quand même mon idée là-dessus, que voici.

Une fois le Parti québécois au pouvoir, le président pourrait former un comité spécial, qui s'occuperait exclusivement des négociations avec Ottawa et des autres mécanismes d'accession à l'indépendance. Ledit comité pourrait être formé de sous-ministres et députés de s'occuper des affaires de l'Etat, sans que le processus d'accession à l'indépendance soit ralenti ou qu'il souffre d'un manque de coordination. Je crois honnêtement que cette solution est de loin préférable à une attente possible qui pourrait bien se retourner contre nous. Nous arriverions ainsi à l'indépendance au bout d'une période maximale prévue, soit deux ans au grand maximum après la prise de pouvoir par le Parti québécois. De plus, je crois qu'il serait digne naïf à défaut d'un autre mot de croire qu'une seconde élection avant

l'indépendance, qu'une seconde élection, dis-je n'aurait pas de conséquences graves. Car, imaginez-vous, nous n'avons même pas pris le pouvoir et déjà nos adversaires fédéraux sans parler de nos ennemis en période électorale, s'alarment, prennent peur et ont recours à la démagogie, publicité (libelle diffamatoire). Tout y passe pour essayer de nous abattre. Donc, si nous prenons le pouvoir, ces gens iraient peut-être même jusqu'à l'intimidation pour nous l'enlever. Chers amis, le risque est trop grand. Il nous faut donc, dans la mesure du possible, éviter une autre élection avant que soit proclamée officiellement la République du Québec. De plus, l'indépendance une fois acquise, doit être à tout prix irréversible.

On ne revient pas en arrière sur un sujet aussi important. J'irais même plus loin. L'indépendance, une fois acquise, l'opposition "fédérale" devrait être déclarée illégale. C'est-à-dire que seuls les partis qui acceptent l'indépendance devraient être reconnus. Il devrait donc y avoir un article à cet effet dans la Constitution. Je trouve que monsieur Morin est trop tolérant et trop modéré. Son souci pour garder intact la démocratie est louable, mais il ne faudrait pas être prudent au point où cette prudence risquerait de nous revenir sur la figure en boomerang. Moi, je dis, la démocratie oui, mais je dis aussi l'indépendance au plus vite. Au lieu d'un référendum pour ou contre l'indépendance, il serait beaucoup plus utile de renseigner le peuple sur ce qu'est l'indépendance et sur ce qu'est la social-démocratie. Une fois que le peuple aura compris ces deux choses-là, nous aurons toutes les chances de notre côté.

Richard Kopman  
Québec



Les transports scolaires

## Un mille: distance minimum pour avoir droit à ses autobus!

Alors que les immigrants (dans notre quartier, les Italiens) qui choisissent de plein gré l'école anglaise ont un service de transport parfait (avec nos taxes), les Canadiens-français qui, eux, envoient leurs enfants à l'école française ont un service pourri. Serait-ce un moyen détourné de pression pour inciter les parents à envoyer leurs enfants à l'école anglaise?

Avant même l'ouverture des classes, les enfants qui devaient fréquenter l'école anglaise avaient déjà reçu

## Félicitations à la SSJB d'Ahuntsic

Le comité de formation du Tribunal de la femme québécoise félicite les membres de la Société Saint-Jean Baptiste, section Ahuntsic, pour l'heureuse initiative qu'ils ont prise. Le comité est bien d'accord que la rue Durham devrait être changée par une "rue Châteaubriand".

Rappelons quelques paroles du rapport Durham: "cette mise en minorité graduelle et cette assimilation des Canadiens-français vont s'opérer grâce à la loi (loi 22) de l'intérêt économique, social et politique, qui va presser les élites à abandonner leur langue et à renier leur nationalité". Réagissons avant qu'il ne soit trop tard. Pour ceux qui croient que le bilinguisme va faire qu'ils deviendront des partenaires égaux de ceux qui nous écrasent, ils s'apercevront que les complexes de supériorité subsisteront bien longtemps après l'assimilation. Ils seront des porteurs d'eau bilingues.

Suivons l'exemple de fierté et de dignité nationale que nous donne les membres de la Société Saint-Jean Baptiste, section Ahuntsic. Il n'est jamais trop tard pour bien faire. Il faut d'autres initiatives comme celle-là à travers le Québec. Participer, c'est vivre. Rester dans l'apathie, c'est mourir. A chacun son geste, à chacun son action, à chacun son honneur.

Jacqueline Dugas  
Coordonnatrice

Lucie Champagne  
Rivière-des-Prairies

## Il n'y a pas de Watergate à La Malbaie

En référence avec l'article publié sous cette chronique le 28 mai 1974, je, soussigné, RAYMOND SIMARD, de La Malbaie, signataire de l'article intitulé "Un parfum de Watergate à La Malbaie?" désire par la présente présenter mes excuses à Monsieur J.P. Ricard, cet article ayant été publié sans que nous ayons effectué des recherches approfondies sur la véracité de son contenu.

Raymond Simard  
La Malbaie

N.D.L.R. LE JOUR publie de bonne foi des lettres de ses lecteurs sur des sujets d'intérêt public. Ceux-ci seraient cependant bien avisés de vérifier tous les faits avant de communiquer des informations ou de porter des jugements susceptibles de causer préjudice à qui que ce soit.

## Au pays du français langue officielle!

Alors que nous sommes encore capables de distinguer le français de l'anglais, je vous fais parvenir ce triste trophée cueilli à notre marché d'alimentation Cooprix-Charlesbourg (mais peut-être est-ce déjà plus un Steinberg qu'une véritable coopérative?) Québec sait faire!

Envoi de Serge Pallacio  
Charlesbourg

## opinion

### Une révolution au/de Palais?

par Pierre Vadeboncoeur

Ce n'est pas parce que la magistrature exerce une compétence que la loi lui reconnaît qu'elle a été à son tour moralement jugée par la classe ouvrière, jugement que M. Deschênes a d'une certaine façon et peut-être inconsciemment repris à son compte dans l'arrêt étonnant qu'il a rendu vers la fin de la grève de la CTCUM. Mais c'est parce qu'elle a si fréquemment donné suite aux plus extrêmes rigueurs de la loi contre les travailleurs qu'on a fini par croire qu'elle se délectait dans une justice de classe. Des lois étaient répressives; les peines prévues allaient jusqu'à l'exéc; or, des juges les appliquaient jusqu'à l'excès, précisément. Des lois pouvaient servir à la défense d'un rapport de force favorable à la ploutocratie dominante, pourvu qu'un juge choisit de les comprendre seulement dans cette perspective entre plusieurs autres possibles. Or, non seulement appliquait-on de telles lois, ce qui est bien le devoir d'un juge en effet, mais on le faisait, sans le dire, avec extrême, avec un extrémisme auquel la loi n'obligeait pas strictement, mais qui correspondait seulement aux intentions de la classe dominante, qui avait élargi la possibilité pour la magistrature de s'y conformer.

L'application des lois n'est pas quelque chose de mécanique. Un juge peut tenir compte de la philosophie politique et sociale dans son appréciation des choses. Il y a un esprit derrière les lois. Cet esprit résulte pour une part des intentions diffuses de l'histoire, exprimées par l'histoire et par les institutions générales, qui font notamment qu'un Etat issu des courants démocratiques et professant encore son amour de la démocratie n'entretient pas ou ne devrait pas entretenir d'hostilité latente envers les masses, ni s'acharner en particulier contre les masses organisées qui poursuivent quotidiennement une recherche visant à démocratiser davantage la société selon de vieilles, de séculaires intentions plus ou moins inscrites dans les institutions qui en ont résulté de fait. Il y a gros à parier que cette philosophie

démocratique ne soit pas le fort de beaucoup de magistrats. Ce n'est la faute de personne, hors celui d'un bon nombre de juges, si ceux-ci ont si souvent fait peser des lois, assez mauvaises par ailleurs, dans le sens le plus prononcé qu'elles pouvaient avoir contre les intérêts du peuple. C'est la faute de cette partie de la magistrature qui ne se croit pas tenue de penser ses jugements d'une manière plus éclairée que le premier politicien venu.

Un des rôles de la magistrature consisterait, à mon sens, à résister aux excitations du pouvoir, en s'appuyant sur une philosophie générale du droit qui plonge bien plus avant dans le passé et dans l'avenir que ne le fait généralement l'esprit agité des minuscules despotes qu'on trouve un peu partout dans les affaires publiques.

Ce n'est pas très courant ici. On voit bien plutôt le judiciaire tanguer selon les fureurs du pouvoir.

Que le jugement de M. Deschênes soit juridiquement fondé ou non, c'est le dernier de nos soucis dans ce cas. Car, pour une fois, voilà quelque chose qui provoque des réflexions sur le droit, sur le comportement des juges, sur les rapports du pouvoir et de la magistrature, sur la philosophie démocratique des lois, sur l'avenir despotique possible des sociétés, sur le rôle que les magistrats, s'ils ne se mettent à penser, peuvent hélas jouer dans les progrès du fascisme, bref sur des sujets passablement plus importants que l'issue simplement juridique d'une affaire.

Les juges ont en droit pur une large mesure de discrétion. Il n'est pas nécessaire qu'ils s'en servent pour ajouter aux poids anti-démocratique d'un pouvoir en contradiction avec son origine. Les juges, gardiens de l'ordre? Peut-être, mais pourquoi pas aussi, ça aiderait, philosophes du mouvement et protecteurs du peuple?

## le fond des choses

Information, pollution, régionalisation

## Le maire Robidas veut empêcher Longueuil de sombrer dans le chaos de la rive-sud

par Maurice Giroux

Après avoir affirmé il y a quelques mois qu'il quittait la scène municipale, le maire Marcel Robidas de Longueuil a pris tout le monde par surprise cette semaine (y compris ses adversaires), en annonçant qu'il allait briguer les suffrages pour un troisième mandat consécutif lors des élections du 3 novembre prochain.

Pour en savoir plus long sur cette volte-face, nous avons demandé au maire Robidas de nous dresser un tableau de la situation à Longueuil et de situer sa candidature par rapport aux nombreux problèmes municipaux qui assaillent les citoyens de la rive-sud depuis de nombreuses années.

## Une communauté régionale?

La conclusion qui se dégage de ses propos est la suivante: face à la situation chaotique qui prévaut actuellement sur la rive-sud dans le domaine du transport, de l'eau, de la pollution, du développement industriel, de la police, des loisirs, la ville de Longueuil a un rôle déterminant à jouer comme tête de pont des municipalités. Pour continuer les efforts entrepris dans le sens d'une concertation intermunicipale, le maire Robidas estime qu'il doit rester à son poste. Sinon, il craint que les progrès réalisés de peine et de misère depuis huit ans s'écrouleront comme un château de cartes.

En plus de constituer un véritable casse-tête, les relations intermunicipales sur la rive-sud avancent à hue et à dia, selon les problèmes et selon les municipalités.

Ainsi, dans le domaine du transport, la Commission de transport de la rive-sud regroupe l'ensemble des six municipalités, mais Boucherville et Greenfield Park boude la Commission ou menacent de s'en retirer.

Dans le domaine de l'approvisionnement en eau, St-Lambert, Brossard et Ville Lemoyne font des difficultés à un projet régional recommandé par le Service de protection de l'environnement.

Côté développement industriel régional, St-Bruno, Boucherville, St-Hubert et Longueuil ont formé une commission appelée COMSUD afin de mieux concerter les efforts et les ressources humaines et matérielles. Les autres villes travaillent séparément.

Dans le secteur de la police, il n'y a aucun effort de regroupement qui a été entrepris ou réalisé. Toutefois, Longueuil, Greenfield Park et St-Hubert ont créé une cour municipale commune.

Selon le maire Robidas, la formule souple à envisager serait une participation obligatoire de toutes les muni-

cipalités concernées à une sorte de communauté urbaine régionale, avec la restriction importante suivante: seules les villes utilisant un service seraient appelées à défrayer en commun le coût de ce service.

Ce serait une sorte de communauté urbaine "à la carte", par opposition à un "menu complet" où toutes les villes participent à tous les coûts. Face à la diversité des revenus et des équipements en place dans chaque municipalité (pensons à St-Lambert et Greenfield Park comparativement à certains quartiers de Longueuil), cette solution est loin de remplir les exigences d'une vraie communauté urbaine. Mais elle aurait au moins le mérite de mettre un frein au développement souvent anarchique et mal planifié des infrastructures sur la rive-sud.

les tente de favoriser la concertation intermunicipales.

Ce ministère ne possède pas beaucoup de mesures incitatives dans son sac pour obliger les municipalités à travailler ensemble ou à se regrouper. Les principales ont trait à l'eau et nécessitent des déboursés considérables. Pendant ce temps, d'autres ministères accordent des subventions aux municipalités dans des domaines aussi divers que les sports, les loisirs, la culture et la voirie, sans qu'aucune planification régionale préside à l'octroi de ces subventions.

M. Robidas estime que la politique d'octrois de certains ministères, y compris parfois celui des Affaires municipales, divise les villes et rend

ment aux autorités de St-Hubert que le second hôpital serait construit dans cette municipalité. Mais au ministère des Affaires sociales, on favoriserait plutôt l'est de Longueuil afin de desservir en même temps Boucherville. St-Hubert est dans le comté de Taillon, mais l'est de Longueuil est dans le comté de Laporte, représenté par le député libéral André Déom. Fin cri-tère, politique ou scientifique, qualifierait-il par triomphe, se demande un peu désabusé le maire Robidas!

que les municipalités ne peuvent plus construire des piscines intérieures puisque cette responsabilité a maintenant été confiée au ministère de l'éducation. Ils doivent savoir que la réfection des vieilles rues à Longueuil coûterait au moins \$21 millions et que les travaux doivent s'échelonner sur plusieurs années. L'aménagement des parcs publics est un dossier qui à lui seul pourrait mobiliser tout le conseil municipal s'il fallait procéder à une information systématique des citoyens.

## Un candidat indépendant

Le maire Robidas se présente à titre d'indépendant. Il se méfie des "slates", en raison des divisions artificielles que cela peut créer après les élections au sein du conseil municipal. En

pour démontrer que l'hôtel de ville doit gouverner avec l'appui constant des citoyens. Il affirme que l'attitude cavalière de certains conseillers face à la population n'a plus sa raison d'être. Citant le cas de Montréal, il soutient qu'en l'absence d'un tel appui, un maire n'a pas d'autre alternative que de s'appuyer sur la police pour faire valoir sa légitimité. Quant à lui, il écarte d'emblée cette possibilité.

Indépendant, le maire Robidas ne rejette pas pour autant l'appui d'autres candidats à l'échevinage qui réussiraient à se faire élire et qui adopteront son programme. Pour l'heure, aucun de ces candidats ne s'est encore déclaré publiquement, mais seule "leur valeur personnelle" comptera aux yeux du maire Robidas.

Dans une ville à majorité péquiste mais qui est contrôlée au niveau provincial par l'"establishment" libéral, la position du maire Robidas est particulièrement "intéressante", sinon délicate. C'est un secret de polichinelle maintenant qu'il aura l'appui des syndicalistes et de la plupart des membres du Parti québécois.

Les deux organisations péquistes de Taillon et de Laporte se réunissent en fin de semaine en vue de la préparation du congrès national de novembre mais il sera sûrement question d'élections municipales durant les pauses-café! L'organisation péquiste comme telle ne se mettra pas en branle pour le maire Robidas mais on s'attend à ce qu'un appui "tangibile" quelconque se manifeste.

De l'autre côté, celui des Libéraux, on travaillera en sous-mains, comme c'est la coutume, sans tambour ni trompette. Mais un bon coup d'épée sera donné. Il serait question d'appuyer la candidature de l'ex-greffier de Longueuil, M. Robert Boiteau, 41 ans, actuellement directeur général et secrétaire de l'Union des municipalités du Québec. La candidature de celui-ci n'est pas encore officielle.

Un autre candidat dont le nom circule présentement est M. Gilles Gravel, 44 ans, courtier d'assurances, qui siège comme conseiller municipal à Longueuil depuis huit ans. Dans l'hypothèse d'un appui libéral à M. Boiteau, le conseiller Gravel pourrait retirer sa candidature ou "se désister" à la dernière minute en faveur d'un candidat unique, M. Boiteau. Enfin, M. Lucien Guay, 50 ans, organisateur électoral depuis 20 ans, a déjà pris la peine d'aller déposer son bulletin de présentation, essayant sans doute de faire mentir le slogan "les premiers seront les derniers".

Pour le moment, le maire Robidas affirme qu'il ne se sent nullement en danger, ce qui semble corroboré par différents échantillons d'opinions réalisés ces derniers jours à Longueuil par des organismes indépendants de l'hôtel de ville.



Pour une communauté urbaine "à la carte"

M. Robidas est conscient que toute idée de fusion ou de participation obligatoire, en termes financiers, a l'heure d'horripiler certains dirigeants de municipalités pour qui le chaos actuel permet un développement plus rapide ou des avantages économiques disproportionnés par rapport aux besoins de certaines autres municipalités de la région. Mais il affirme qu'avec une formule souple au départ, la marche en avant sera plus aisée et plus continue.

## Des octrois qui divisent

Le maire de Longueuil se montre très sévère à l'endroit de certaines politiques gouvernementales qui encouragent les municipalités à faire bande à part, pendant que le ministère de l'Environnement et des affaires municipa-

moins attrayante pour elles l'entrée dans un "club" de municipalités, et ceci en raison de la perte à court terme des octrois qui résulteraient de leur entrée dans une communauté régionale.

Le maire de Longueuil explique ce phénomène par la structure et les moeurs politiques voulant que les députés aient un grand rôle à jouer dans l'octroi des subventions, chaque député étant en concurrence avec son voisin pour favoriser les municipalités de son comté.

Même dans le domaine des affaires sociales, M. Robidas cite le cas patent du second hôpital de la rive-sud, qui a fait l'objet d'une promesse formelle du député libéral de Taillon, M. Guy Leduc, lors des dernières élections générales. M. Leduc aurait promis privé-



La priorité: informer les citoyens

est élu le 3 novembre prochain, de favoriser la création, dans chacun des 26 arrondissements électoraux, de noyaux de citoyens qui seront appelés à se prononcer fréquemment sur les problèmes municipaux.

Ces noyaux seraient responsables de convoquer des assemblées populaires dans les différents quartiers afin d'intéresser d'une manière permanente un nombre toujours croissant de citoyens à la chose municipale. Les payeurs de taxes doivent cesser, dit le maire Robidas, à limiter leur préoccupation au déblaiement de la neige devant leur porte, et ils doivent comprendre et agir sur des questions beaucoup plus générales.

Ainsi, les citoyens devraient savoir

1970, il faisait partie d'une équipe dont quatre échevins sur huit ont été élus. Après une année relativement calme, mais qui a été marquée par la dissension sporadique de l'un des co-équipiers et le départ d'un autre vers les capitale fédérale, le maire Robidas a connu les "joies" de l'opposition de la majorité des conseillers.

Plus récemment, dans le sillage du conflit de travail à la United Aircraft, les conseillers ont été obligés de se rallier à l'attitude du maire et de se prononcer en faveur de la formule Rand. La présence systématique des grévistes aux assemblées du conseil a fini par avoir raison de l'opposition des conseillers.

Le maire Robidas cite cet exemple

## Le contrôle des naissances et le capitalisme

Dans un article intitulé **Sept milliards d'hommes en l'an 2,000** et publié en deux parties dans LE JOUR (les 11 et 12 septembre derniers), le professeur Gilles Boileau réfléchit sur le problème de la population. Il nous présente les chiffres de l'évolution mondiale démographique et la met en rapport avec les famines prévues et même déjà commencées; les perspectives ne sont guère encourageantes, il faut bien en convenir. Au passage, le professeur Boileau analyse quelques facteurs qui expliquent la situation, la surconsommation dans les pays industrialisés et le gaspillage des terres et des ressources. Il conclut à la nécessité d'un certain nombre de changements; mais en fin de compte, les mesures qu'il préconise forment une telle salade qu'on ne comprend plus très bien ce qu'il faut faire; seule ressort clairement l'obligation d'arrêter un jour ou l'autre, le plus tôt le mieux, la croissance de la population. Et d'ailleurs sans lui imputer la responsabilité directe de tous les maux prédits, cette croissance des masses affamées plane tout au long du texte comme une sombre menace: on reconnaît bien là l'influence puissante de l'idéologie bourgeoise, qui tente par tous les moyens d'attirer l'attention sur "l'explosion de population" dans le but non avoué de détourner l'attention des vrais problèmes et des solutions qui permettraient de les résoudre. Je voudrais aujourd'hui, dans une esquisse sommaire, tracer un tableau d'ensemble de la question de la population; j'espère publier dans quelques mois une étude fort complète sur ce sujet.

## Un problème bien réel

On sait depuis quelques centaines d'années que la Terre est ronde; ce

n'est pourtant que récemment qu'on a réalisé qu'elle était limitée, finie, qu'il s'agissait d'un monde clos qui contient un certain nombre de matières premières en quantité finie. Depuis quelques années on a même commencé à calculer pour combien de temps encore on pourrait disposer de ces matières premières, au rythme d'utilisation qu'on en fait; et les résultats sont avertisseurs, car on a découvert que presque tous les produits minéraux (y compris le pétrole) nous feraient défaut dans quelques années, entre 30 et 100 pour la plupart. Ces substances ne sont pas renouvelables; mais pour celles qui le sont, les forêts par exemple, on semble avoir dépassé le point d'équilibre qui permettait le remplacement au fur et à mesure de l'utilisation: les captures mondiales de poisson diminuent depuis quelques années, les déserts progressent sur les forêts, les terres arables cèdent la place aux routes et aux villes. Même des biens qu'on a toujours considérés comme sans valeur parce qu'illimités, l'air, l'eau, le silence, le paysage, sont tellement contaminés par la "civilisation" et ses déchets qu'ils deviennent des denrées rares; l'homme risque bientôt de s'étouffer dans ses déjections.

Il n'y a pas à s'en cacher, les relations entre l'homme et son milieu en sont à un point crucial: la pression qu'exerce l'homme sur le milieu risque de perturber irrémédiablement l'équilibre. Face à cette situation, les "savants" occidentaux se sont mis à l'étude; le défi était de taille: comment expliquer la crise actuelle sans remettre en question le système capitaliste? Ils n'ont rien trouvé de mieux que de déterrer les théories du vieux Malthus, qui disait que s'il y avait trop d'invités au banquet de la vie, chacun n'aurait pas assez de quoi manger. La bonne aubaine! accuser ces millions d'êtres

par Serge Mongeau

docteur en médecine

Le Dr Serge Mongeau a passé un an au Chili pour y effectuer des recherches sur les politiques de population, bénéficiant à ce titre d'une bourse du Centre de recherches sur le développement international (CRDI). Il a publié aux Éditions du Jour, avec la collaboration de Hubert Charbonneau et Renée Cloutier, deux ouvrages sur les naissances planifiées et l'avortement.

Le Dr Mongeau commente ici les articles de notre collaborateur Gilles Boileau Sept milliards d'hommes en l'an 2,000, consacrés aux problèmes de la population, et publiés récemment dans LE JOUR.

affamés qui risquent de verser dans le socialisme, qui risquent de revendiquer un jour nos privilèges, leur imputer la responsabilité d'une trop grande pression sur les ressources de la terre. Lancer des programmes de contrôle des naissances, on leur fournira nos spécialistes, on leur vendra nos produits, etc. infiltrer les organisations internationales (Banque Mondiale et autres) pour qu'elles conditionnent leur aide au contrôle démographique, convoquer des conférences mondiales sur la population: tout cela mobilise l'attention internationale et permet de continuer impunément l'exploitation dévergondée au profit d'une minorité.

## Les causes du problème

Dans les pays industrialisés, dans le monde dit "développé", le droit de propriété est sacré, c'est lui qui régit toutes nos relations. Les capitalistes possèdent les industries et orientent la production selon leur convenance; ils s'organisent pour faire le plus de profit possible le plus vite possible, quelles qu'en soient les conséquences pour leurs employés ou pour la collectivité en général; les machines leur appartiennent, ils peuvent en faire ce qu'ils

veulent, non? En conséquence, l'orientation de la production est donnée non par les besoins de la société mais par la soif insatiable du profit. Les travailleurs sont payés au plus bas prix possible, on leur fait respirer de l'amiante ou on les laisse se faire écraser par leurs machines si les mesures de sécurité exigent des coûts. On utilise les matières premières les moins chères, celles qu'on vole au Tiers-Monde où les travailleurs les ramassent presque pour rien et on ne se formalise pas de recycler tous ces produits qu'on jette. On planifie le vieillissement prématuré des produits qu'on fabrique de sorte que les consommateurs soient obligés d'en acheter plus souvent. On augmente encore une consommation bien souvent inutile grâce à une publicité coûteuse qui gaspille elle-même les ressources, jusqu'à 85% du contenu des journaux sont des annonces. Pourtant, les millions d'Asiatiques, d'Africains ou de Sud-Américains n'ont rien à voir dans ce gaspillage effréné qui augmente à un rythme effarant. En moyenne, un Américain pollue le milieu 50 fois plus qu'un Africain; il consomme autant de ressources minières que 100 Pakistanais; les produits agricoles américains qui alimen-

tent actuellement 210 millions d'habitants suffiraient pour nourrir, selon les standards asiatiques, un milliard et demi de Chinois! Et après, on vient nous parler de l'explosion de population qui menace l'humanité!

Dans le Tiers-Monde, des centaines de millions de personnes vivent comme des demi-hommes; la faim, la maladie, le chômage, les taudis et la mort précoce sont leur lot. Même si on arrêtait dès aujourd'hui leur croissance démographique, ils ne s'en trouveraient pas mieux. Car leur exploitation se poursuivrait: les pays industrialisés continueraient à dépouiller le Tiers-Monde de ses ressources, à faire travailler sa population comme s'il s'agissait d'esclaves, tout cela avec la collaboration des bourgeoisies nationales. Dans la situation actuelle, le nombre d'exploités n'a rien à voir avec les problèmes de l'avenir de l'humanité; ou plutôt si, car un jour ces masses se soulèveront et elles seront d'autant plus menaçantes qu'elles seront nombreuses. Et c'est ce que craignent les "démocraties" occidentales, qui veulent à tout prix faire régner leur "ordre" sur la Terre. Elles vont donc à maintenir au pouvoir des gouvernements compréhensifs (du genre de celui des militaires du Chili, qui s'est dépêché de rembourser les compagnies minières nationalisées sous le régime antérieur); elles combattent directement les peuples qui veulent remettre en question le type de relations qui les lient au monde occidental, le Vietnam, "petite" guerre fort économique puisqu'elle ne coûte qu'un million et demi de dollars par Vietnamien abattu. Et, dernière subtilité, elles orientent tous les efforts pour solutionner les problèmes du Tiers-Monde vers le contrôle des naissances, excellent moyen de détourner l'attention des véritables solu-

tions qui exigeraient le bouleversement total des relations internationales; ce que personne des pays "développés" ne veut vraiment, bénéficiant tellement du statu quo.

Certes, il faudra modifier nos habitudes de consommation, il faudra cesser de gaspiller, il faudra développer une vraie assistance internationale. Mais espérer quelque changement profond et durable sans toucher à la base de tout notre système s'avère être du plus simpliste idéalisme; il faut en finir avec le système capitaliste qui ne peut vivre sans l'exploitation de la majorité; parler de "civiliser" le capitalisme, espérer des solutions technologiques à la pollution, augmenter à 2% du PNB l'aide internationale et désamorcer la "bombe de la population" ne constituent que des réaménagements d'une situation foncièrement mauvaise pour laquelle, il faudra bien le comprendre un jour, il n'y a aucun espoir d'humanisation possible; le capitalisme sans exploitation ne serait plus le capitalisme.

À la récente Conférence mondiale de la population de Budapest, le Tiers-Monde a montré qu'il ne se laissait plus fuir par l'intoxication pseudo-scientifique des idéologues de la bourgeoisie. Les pays du Tiers-Monde (Chine et Algérie en tête) ont bien indiqué où étaient les véritables priorités: dans un développement autonome de leurs pays, selon des voies qui leur soient propres, et dans l'établissement de nouvelles relations internationales fondées sur la souveraineté de chaque nation. J'espère qu'un jour nos savants québécois, professeurs et autres, cesseront de servir d'instruments la plupart du temps involontaires de l'idéologie de ceux qui tirent le plus grand intérêt du maintien du statu quo.

# agriculture

À la veille de la confrontation

## Toupin décrit son "plan de relance" de l'agriculture

par Claude Grégoire

QUÉBEC — Le ministre de l'Agriculture du Québec, M. Normand Toupin, a annoncé une série de mesures, hier, contenues dans une esquisse préliminaire d'un plan de développement agro-alimentaire, pour tenter de mettre fin au marasme agricole.

Pour atteindre les objectifs de ce plan dont l'un des plus importants est l'élevage des revenus agricoles, un budget supplémentaire de \$187,5 millions devra être ajouté d'ici 1977.

Ce plan a été accepté, en principe, par le conseil des ministres. C'est par une sorte de mea culpa que le ministre a commencé sa conférence de presse, dans le cadre cosu du Québec-Hilton, en rappelant que le nombre de fermes qui se chiffrait à \$80,000 en 1966, n'était plus que de 55,000 en 1973.

La même année, le revenu moyen de l'agriculteur québécois, le plus bas au Canada, était de \$5,360 tandis que la moyenne des salaires pour les secteurs non-agricoles était de plus de \$9,000.

M. Toupin a également admis que, jusqu'ici, le gouvernement n'a jamais attaché une grande importance aux secteurs autres que le secteur laitier.

Pour atteindre les objectifs fixés, le ministre de l'Agriculture entend amender plusieurs lois tandis qu'il en créera trois nouvelles:

— Une loi sur la protection du territoire agricole;

— Une loi pour créer une Société d'initiative agro-alimentaire qui pourrait travailler en étroite collaboration avec la Société de développement industriel;

— Une loi sur la stabilisation des revenus des agriculteurs. La première a pour but de sauver les sols arables au Québec, dont une grande partie est présentement utilisée à d'autres fins ou menacée de spéculation. Les cinq objectifs que s'est fixé le ministre sont les suivants:

— L'élevage et la stabili-

sation des revenus agricoles;

— une meilleure utilisation des ressources;

— l'augmentation des productions agricoles;

— le développement de l'industrie de la transformation;

— des prix raisonnables à la consommation

Le ministre s'est dit assuré que d'ici 1977, le plan de développement va déboucher sur des résultats concrets. Il compte même sur l'adoption d'un budget supplémentaire de \$8,5 millions avant la fin de l'année, pour commencer à réaliser un certain nombre de mesures contenues dans le plan.

M. Toupin a admis que présentement, le Québec n'a pas de véritable politique d'alimentation. Les "bonnes résolutions" annoncées hier, coïncident avec le mécontentement grandissant des producteurs de lait et des éleveurs qui menacent de venir faire boucherie devant le parlement de Québec.

C'est d'ailleurs aujourd'hui que le ministre doit rencontrer des représentants de l'Union des producteurs agricoles pour parler d'indexation.

### L'élevage du boeuf au Québec

#### Le cri d'alarme avant la catastrophe

par Fay La Rivière

OTTAWA (PC) — Cette fois, c'est le dernier cri d'alarme avant la catastrophe.

L'Union des producteurs agricoles du Québec, les éleveurs de l'Ouest, les spécialistes agricoles autant libéraux, conservateurs que crédites, sont tous d'accord: les producteurs de boeuf sont au bord de la faillite et l'élevage québécois en particulier, tout jeune, est moribond.

"L'agriculture n'a jamais été aussi malade", déclarait, mercredi, M. Roch La Salle, à la Presse canadienne au cours d'une interview.

#### Des pertes

"La situation est intenable", confirmait, de son côté, le président de l'Union des producteurs agricoles du Québec (UPA), M. Paul Couture, rejoint par téléphone.

L'éleveur québécois de bouvillon touche 45 cents la livre de boeuf sur pied qui lui a coûté 60 cents de nourriture, sans parler des coûts des bâtiments, machines, etc...

"Les producteurs se découragent et se débarrassent de leurs troupeaux, nous aurons ensuite une autre pénurie de boeuf", a ajouté M. Couture, confirmant ainsi l'opinion du député libéral du Lac St-Jean, M. Marcel Lessard, et du député créditiste de Bellechasse, Adrien Lambert, tous les deux fermiers "à temps partiel".

Pour éviter l'abattage massif du cheptel québécois, en particulier des génisses reproductrices, M. Lessard ne voit qu'une solution: s'inspirer de la "bonne formule québécoise" et instituer une subvention fédérale permettant aux agriculteurs de garder et de nourrir leurs animaux pen-

dant l'hiver qui vient.

Les agriculteurs ne peuvent, en effet, se permettre de garder des bovins qui, non seulement ne leur rapportent pas de profit, mais leur coûtent de l'argent.

#### Menaces

Comme si la situation n'était pas déjà assez difficile, l'élevage bovin fait face à deux autres menaces: les éleveurs à grains du Québec sont à peu près vides et les États-Unis menacent de restreindre leurs importations de boeuf canadien.

Il restait, à cinq heures, mardi dernier, dans les élevateurs québécois de Montréal, Québec, Trois-Rivières et Sorel, 1.000.500 boisseaux de blé, avoine et orge, contre 2.214.400 le 11 septembre et 4.300.000 le 21 août.

La route par eau des céréales est en effet complètement arrêtée depuis le 2 août dernier, à cause des grèves des pilotes et mécaniciens du Saint-Laurent et les grains arrivent péniblement par train.

Un porte-parole de l'Office canadien des provenances a toutefois déclaré à la Presse canadienne que deux ou trois vaisseaux de l'Upper Lake Shipping Co., dont les pilotes ont un syndicat séparé et ont terminé leur grève, sont attendus à Montréal, samedi, ce qui soulagera les responsables du stockage pour quelques jours.

D'autre part, les stocks d'hiver de grains n'ont pu être constitués et la saison de navigation tire à sa fin. Les grains devront être acheminés par train, ils seront plus chers et ce sont "les agriculteurs canadiens de l'est qui seront obligés de défrayer le coût supplémentaire", selon un communiqué du président de l'Office, M. R. Perrault.



M. Normand Toupin, ministre de l'Agriculture

### Une Société d'État et des mesures économiques... pour faire cesser le recul

Des trois nouveaux projets de loi seront d'abord soumis à l'Assemblée nationale, le plus important est certes celui qui concerne la société d'initiative agro-alimentaire, d'autant plus qu'il implique des négociations avec le ministre de l'Industrie et du Commerce, et plus particulièrement avec la Société de développement industriel (SDI).

"Mon ministère possède beaucoup plus d'études que la SDI dans le secteur de la transformation", dit-il, tout en ajoutant que "cette zone grise" est présentement disputée entre les deux ministères. Dès qu'il y aura entente, M. Toupin présentera son projet en Chambre.

Quant au projet garantissant l'intégrité des terres arables, rappelons que sur six millions d'acres cultivables au Québec, 350.000 acres (6% environ) sont présentement sous spéculation ou inutilisés.

Présentement, le Québec doit compter sur l'extérieur dans une proportion de 36 pour cent pour satisfaire ses besoins alimentaires. L'enregistrement des excédents de produits laitiers et de certains légumes, mais la production de céréales servant à la consommation humaine est à peu près

nulle. En outre, l'agriculture québécoise ne fournit que le quart de la consommation de boeuf, la moitié de la consommation de pommes de terre et un peu plus que la moitié de la consommation d'oeufs.

Il faut donc de toute urgence multiplier le nombre de superficies drainées, renforcer un secteur leader, celui des aliments surgelés, et subventionner, s'il le faut, l'agriculteur pour lui assurer un revenu "normal" et éviter une hausse de prix trop forte sur le marché de la consommation.

En somme, le ministre de l'Agriculture a maintenant préparé son plan d'attaque. Finira-t-il par passer à l'offensive?

### Le recul économique du Québec

## Le rapport Descôteaux ne couvre que la période 1961-1971

—Saint-Pierre

par Claude Grégoire

QUÉBEC — Le ministre de l'Industrie et du Commerce, M. Guy Saint-Pierre, n'a pas nié la conclusion du rapport Descôteaux, selon lequel le recul économique du Québec va en s'accroissant par rapport au Canada.

Selon le ministre, toutefois, cette affirmation n'est plus vraie et ne vaut que pour la période s'étendant de 1961 à

1971, celle qu'a étudié un groupe d'économistes sous la direction de l'ancien sous-ministre Claude Descôteaux et dont le rapport était publié hier, par la PRESSE.

"Ce projet de rapport ne contient des données statistiques que pour cette période", a expliqué M. Saint-Pierre, en rappelant que son gouvernement n'avait été élu qu'en 1970.

Le document en question insiste beaucoup sur la nécessité de favoriser les entreprises vraiment québécoises, plutôt que les investissements étrangers.

"Le gouvernement actuel est devenu nettement plus sélectif en matière d'investissement étranger, allant même jusqu'à refuser des investissements de plusieurs centaines de millions parce qu'ils ne convenaient pas aux objectifs du Québec", a affirmé M. Saint-Pierre.

Les journalistes lui ont alors rappelé les généreuses subventions accordées par le gouvernement Bourassa à l'ITT sur la Côte-Nord et le projet d'usine d'uranium enrichi dont la majeure partie des investissements seront d'outre-mer, plus précisément de France.

Piqué au vif dans ce qu'il y a de plus cher au gouvernement libéral actuel, soit le domaine économique, le ministre de

l'Industrie et du Commerce n'a pas tardé à réagir à l'article de la PRESSE. Quelques heures après sa publication, M. Saint-Pierre a tenu à rencontrer les correspondants parlementaires pour expliquer son point de vue.

Et c'est accompagné de huit collaborateurs, dont M. Descôteaux lui-même que le ministre s'est présenté devant les journalistes.

L'article, en gros, concluait du rapport que l'orientation économique suivie par le gouvernement actuel a été défavorable à l'économie du Québec et que le maintien de cette politique pourrait accentuer son sous-développement.

Il rappelait que les emplois créés au cours des dernières années sont attribuables davantage aux investissements publics qu'à l'entreprise privée.

"Somme toute, conclut le document, la structure indus-

trielle du Québec se modifie beaucoup trop lentement et assimile mal les changements de la demande. Le secteur de la fabrication manque donc de dynamisme interne et s'affaiblit par rapport à l'ensemble du Canada".

Selon le ministre, il est faux de prétendre que "avant-projet", dont il partage les vues seulement pour les 36 premières pages des 116 qu'il contient, blâme la politique actuelle du gouvernement.

"Les statistiques citées ne tiennent nullement compte du redressement assez spectaculaire des trois dernières années" a ajouté M. Saint-Pierre qui soutient que "ça va mieux, maintenant, dans nombre de secteurs".

Le ministre a également nié que les conclusions du rapport "alimentent déjà un débat corsé" au sein du conseil des ministres puisqu'il affirme être le seul ministre à en avoir pris connaissance.

## Il faudrait \$5 milliards pour rebâtir le réseau ferroviaire

Le Canada a besoin d'une expansion ferroviaire "presque de l'envergure de la construction du réseau transcontinental", s'il veut maintenir les hauts critères du service actuel et faire face aux besoins de l'avenir.

C'est l'avertissement qu'a donné M. Robert Bandoen, président-directeur-général du Canadien National, aux responsables de la comptabilité des entreprises ferroviaires membres de l'Association of American Railroads, réunis hier à Montréal.

M. Bandoen, un économiste, le plus jeune président de l'histoire du CN, reconnaît qu'il est difficile de déterminer les sommes exactes d'argent qu'on devra consacrer à l'amélioration générale du réseau ferré, mais il estime que face à la poussée inflationniste, elles seraient de l'ordre de cinq milliards de dollars, répartis sur les six prochaines années.

"Cette mise de fonds s'applique exclusivement au service marchandises rentable, précise M. Bandoen. D'autres immobilisations importantes en capital sont nécessaires pour l'amélioration du service voyageurs, la modernisation du réseau de distribution des céréales, le maintien des lignes secondaires non-rentables et la construction de nouvelles voies, conformément à la Loi nationale sur les transports."

M. Bandoen a précisé que le CN avait commandé 17.000 nouveaux wagons de marchandises et 517 de locomotives, au coût d'un demi-milliard de dollars, au cours des quatre dernières années, face à une augmentation du trafic marchandises qui a dépassé de la moitié celle du produit national brut.

#### Qualité du service

"L'acquisition de locomotives et de matériel remorqué ne suffit plus, a dit M. Bandoen. Nous nous acheminons vers le seuil de tolérance de notre réseau ferroviaire et, faute d'un programme immédiat de doublage de notre vie principale dans plusieurs secteurs du Canada, et d'expansion de nos trisages, nous serons incapables de maintenir le degré de service que nous

offrons présentement. Voilà le problème le plus grave qui menace l'avenir du monde des transports au Canada."

Le CN est aux prises avec le problème d'obtenir les sommes d'argent nécessaires aux projets d'amélioration du réseau. M. Bandoen explique que chaque année, le bénéfice d'exploitation du CN, qui a été de \$48,5 millions l'an dernier, est versé au service de la dette que le chemin de fer a accumulée, pour des raisons historiques. "Il est sûrement préférable de consacrer les profits à pourvoir aux besoins de l'avenir en modes de transport, plutôt que de les verser à la compensation de décisions prises il y a déjà très longtemps," a commenté M. Bandoen.

#### Les tarifs

Le conférencier a ajouté qu'au cours des dix dernières années, le CN avait suffi à ses besoins en immobilisations, à même ses ressources et par le biais de la location de matériel. Cette méthode n'est cependant pas acceptable, face aux fortes dépenses prévues pour l'avenir.

Le Canadien National devrait emprunter de l'argent, et aussi accroître ses bénéfices disponibles afin de financer ses emprunts. Pour augmenter ses bénéfices, il faut augmenter les tarifs marchandises. M. Bandoen dit que le besoin de hausser les tarifs marchandises est un fait qu'ont déjà reconnu les États-Unis en accordant, en juillet, une augmentation générale de 10 pour cent des tarifs.

### bref québec

#### L'impatte persiste à Québec Téléphone

RIMOUSKI (PC) — L'impatte persiste dans le conflit qui oppose depuis le 16 août dernier la compagnie Québec-Téléphone à ses quelque 1.500 téléphonistes, techniciens et employés de bureau.

Dans un communiqué publié, jeudi, la compagnie soutient que les négociateurs de la Fraternité internationale des ouvriers en électricité ont rejeté une nouvelle offre patronale, lors des rencontres qui se sont déroulées en présence du conciliateur Roger Pilote, mardi et mercredi.

Selon le communiqué de Québec-Téléphone, la compagnie offre de verser à chaque employé un montant forfaitaire de \$300 dès le retour au travail et s'est en outre engagé à leur accorder par la suite des hausses de salaires couvrant à 100 pour cent l'augmentation du coût de la vie.

La compagnie a aussi consenti à réduire à une journée les suspensions d'une durée indéfinie imposées à 21 téléphonistes qui avaient participé à des ralentissements de travail.

Rappels que les syndiqués réclament une formule d'indexation des salaires dont l'application serait rétroactive au 1er janvier 1973.

#### Une déficiente de 11 ans retrouvée morte

ELGIN (PC) — Une déficiente mentale âgée de 11 ans disparue de son domicile depuis lundi, a été retrouvée sans vie, jeudi matin, dans une région boisée, non loin de la demeure de ses parents.

Un porte-parole de la Sûreté provinciale a précisé que les recherches entreprises par quelque 300 policiers et volontaires, près de la frontière canado-américaine, se sont terminées vers 11 heures ce matin, avec la découverte du corps de Nancy Latendresse à environ un mille de la demeure paternelle.

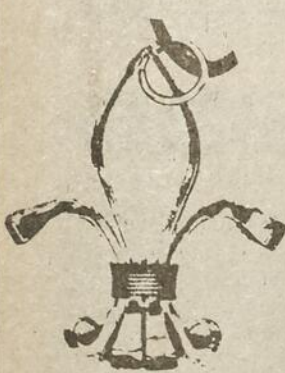
#### Plus de 50% des Québécois sont endettés

QUÉBEC (PC) — Plus de la moitié des Québécois, soit 56,7 pour cent, ont des dettes et 25 pour cent de ces derniers ont un niveau d'endettement qui dépasse largement leur capacité de payer.

C'est ce qu'a soutenu le président de la Fédération des Associations coopératives d'économie familiale ACEF, M. Jean Doré, mercredi devant la commission parlementaire des institutions financières, qui poursuivait l'étude du projet de loi 26 sur les agences de recouvrement.

"On constate que ces gens sont également au-deça ou à peine au-delà du seuil de la pauvreté", a déclaré M. Doré.

Les grévistes de la United Aircraft de Longueuil, afin de pouvoir subvenir à leurs besoins élémentaires, offrent en retour d'un don minimum de \$3,50 "La fleur de lys" fabriquées avec des clous de fer à cheval. (plaquée or, argent ou antique.



Ces oeuvres artisanales sont fabriquées individuellement par des grévistes. Le profit réalisé est versé au fonds de dépannage de la grève. On peut s'en procurer en s'adressant:

Local "510" T.U.A. (travailleurs unis de l'automobile)  
125-B rue St-Charles ouest, à Longueuil P.Q.  
Téléphone: code 514-No: 679-2070  
adressez vos chèques et mandats poste  
adressez vos chèques et mandats poste  
a/s M. Claude Rheault

### ÉTUDIANTS! ENSEIGNANTS

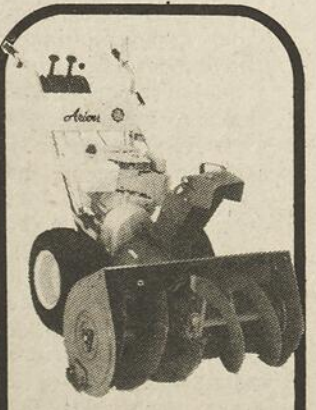
Ça "presse!" Faites-vous un "devoir" de



ABONNEMENT DE: 7 mois: \$33.00  
8 mois: 37.00  
9 mois: 41.00  
10 mois: 45.00  
(Abonnements postaux)

S.V.P. Remplir ce coupon et nous le faire parvenir à: Le Jour, 387 boul. Lebeau, Ville St-Laurent.

Ci-inclus, \$..... pour un abonnement scolaire de ..... mois à compter du.....  
NOM:.....  
ADRESSE:.....



#### Entreprise Jacques Cartier

La loi du plus fort

Un moteur puissant et solide, éprouvé dans les pires conditions d'hiver, qui vous servira pendant des années.  
4,5 et 5 cv. système à deux phases  
4 ou 5 vitesses avant, selon le modèle, plus neutre et arrière. Différentiel réglable

Vente service  
13905 boul. Gouin ouest  
Pierrefonds, Québec  
Tél.: 626-5575

## canada

## Loi spéciale

## Les exportations de céréales pourront reprendre bientôt

OTTAWA (PC) — Le leader parlementaire du gouvernement, M. Mitchell Sharp, a fait part, hier, aux Communes de l'intention du gouvernement de mettre un terme par voie législative au conflit de travail qui oppose les compagnies céréa-

lières à leurs employés, sur la côte ouest.

Le projet de loi de retour au travail sera présenté aujourd'hui aux Communes, et le débat débutera lundi, suspendant ainsi les débats actuellement en cours sur l'adresse

en réponse au discours du Trône.

C'est suite au refus de la partie patronale d'accepter les dernières propositions gouvernementales qu'une législation mettra ainsi un terme au différend qui paralyse presque complètement les expédi-

tions de céréales à l'étranger.

Le conflit s'était buté à une impasse, à la fin août, lorsque les compagnies avaient refusé d'accepter le rapport de conciliations, qui accordait des hausses salariales de 87 et 65 cents pour un contrat de

deux ans aux quelque 550 manutentionnaires de grain. Au cours de l'arrêt de travail, seuls les chargements de blé à destination de l'Inde et du Bengla-Desh ont pu quitter le port de Vancouver, suite à une entente avec les débardeurs.

## Time et Readers Digest luttent pour conserver leurs privilèges

TORONTO (PC) — Le Globe and Mail révèle que les magazines Time et Readers Digest font tout leur possible pour convaincre le conseil des ministres de ne pas changer leur situation fiscale. D'après le journal, le

président de Time Canada, M. Stephen LaRue, a eu des entretiens avec le Secrétaire d'État et avec le ministre des Finances, MM. Faulkner et Turner.

Quant à M. Paul Zimmerman, qui dirige les af-

aires de Readers Digest au Canada, il a approché M. C. M. Drury, ministre des Travaux publics et aussi député de Westmount où est imprimé le magazine.

Le journal rapporte aussi qu'un comité du cabinet

a proposé l'abolition de l'exemption fiscale par laquelle la publicité dans ces deux magazines est considérée comme dépenses d'affaires en vertu de la Loi de l'impôt sur le revenu, comme si ces magazines étaient canadiens; cette

proposition serait discutée aujourd'hui par les ministres.

D'après le journal, un mémoire du Time affirme que le magazine perdrait chaque année \$6 millions de publicité et que pour les agences de publicité, la perte annuelle serait d'un million, si le privilège était révoqué.

Le Secrétaire d'État, M. Hugh Faulkner, aurait déclaré avoir reçu des commentaires favorables au Time par des gens qui trouvent que les quotidiens sont de piètre qualité.

## Transport

## Ottawa veut tout coordonner

OTTAWA (PC) — Le ministre des Transports, M. Jean Marchand, a fermement l'intention de favoriser une coordination et une consultation permanente avec tous les organismes intéressés au domaine du transport, un des secteurs les plus éparpillés présentement.

Dans un discours à batons rompus dans le cadre du débat sur l'adresse en réponse au discours du Trône prononcé hier aux Communes, il a expliqué les grandes lignes qu'entend suivre le gouvernement pour améliorer tous les modes de transport, jusque dans les coins les plus reculés du pays.

Nous avons les provinces qui construisent des routes, des compagnies privées d'autobus, des corporations nationales comme le Canadien national et le Canadien pacifique, des compagnies aériennes, des juridictions municipales et provinciales; tout ça, quand nous regardons l'ensemble, nous nous apercevons que ça ne peut tenir ensemble à moins qu'il s'établisse une coordination et une consultation permanente avec tous les organismes intéressés au problème du transport, a dit M. Marchand qui n'a pas

caché qu'il y a encore beaucoup à faire dans ce secteur.

Il faudrait des milliards de dollars pour doter le pays et tous ses citoyens d'un excellent système de transport complet mais, a ajouté le ministre, si nous sommes limités par nos moyens, essayons de dépenser au moins de manière à ce que le plus grand nombre possible de Canadiens profitent des moyens de transport modernes.

M. Marchand a également expliqué que l'unité du pays est impossible à réaliser sans un très bon système de transport non seulement pour les passagers mais aussi pour les marchandises.

Sans aller jusqu'à permettre à l'État de s'approprier tous les moyens de transport, il n'en demeure pas moins, dans son esprit, qu'il est difficile de concevoir que des individus ou des corporations privées puissent avoir le pas sur le gouvernement dans le développement du transport, puisque ce dernier est directement relié au bien public.

C'est ainsi que le gouvernement entend mettre de

l'avant un programme de développement des petits aéroports de manière à ce que l'on puisse se rendre partout au Canada par la voie des airs là où il n'existe pas d'autres moyens disponibles.

Il est un autre endroit au pays qui tient à cœur au ministre des Transports: le Grand Nord où, a-t-il dit, il faudra développer la navigation dans cette partie canadienne qui recèle d'innombrables richesses naturelles.

"Nous savons que le monde aura besoin de ces richesses naturelles. À la lumière des expériences des dernières années, nous nous demandons pourquoi le Canada ne serait-il pas plus spécialisé dans le domaine de la navigation dans le Grand Nord, a-t-il poursuivi.

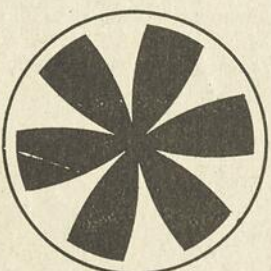
"Pourquoi, par exemple, n'aurions-nous pas de meilleurs brise-glace? Le meilleur bateau pour voyager dans les glaces; c'est une richesse qui nous appartient à nous, au Canada et nous devons nous spécialiser dans ce domaine-là".

M. Marchand est d'avis que ce genre de planifi-

cation sur une grande échelle ne peut se réaliser par le gouvernement canadien seul mais qu'il faudra la collaboration des provinces, des municipalités, comme dans le cas du transport urbain.

Au sujet de la mise sur pied d'une marine marchande, M. Marchand a réitéré que nous avons déjà tous les éléments pour en instituer une importante au Canada de manière à ce que les marchandises camadoemmes soient transportés par des bateaux et des équipages canadiens.

Là-dessus, les études continuent et une décision sera annoncée en temps et lieu.



## le consommateur

## Quelques réflexions autour de la polémique entre l'IPIC et les "Coop"

Un commentaire de Marie Vallée

Face aux échecs des divers médias d'information sur l'Institut de Promotion du Consommateur dans le conflit qui l'oppose présentement à la Fédération des magasins Coop, la Fédération a préféré la voie publicitaire à celle de l'information pour exprimer son propre point de vue. M. Jacques Towner, directeur général de la Fédération, et M. J.-A. Dionne, président du conseil d'administration, ont opposé une fin de non recevoir aux questions que nous leur avons posées sur certains ambiguïtés du texte.

## Rappel des faits

L'Institut de Promotion des Intérêts du Consommateur (IPIC), organisme issu de la Fédération des magasins Coop, dénonçait la semaine dernière le nouveau protocole d'entente que la Fédération lui proposait. Par ce protocole, les revenus de l'IPIC seraient considérablement diminués d'une part, et d'autre part, l'IPIC devrait s'engager à ne plus critiquer

la Fédération et ses partenaires.

En manifestant publiquement le refus d'accepter de telles conditions, l'IPIC accusait la Fédération de ne pas se préoccuper réellement de la protection du consommateur, et de se servir de l'IPIC comme d'un service de publicité uniquement.

## L'intérêt du public

Il semble évident qu'en demandant de publier un texte, la Fédération manifeste l'intention de rendre son point de vue public. Nous ne comprenons donc pas comment M. Dionne ose nous dire ensuite qu'il n'a pas à répondre à nos questions parce que "cela ne regarde pas le public", et qu'il y a eu assez de faussetés d'écrites comme c'est là", etc.

J'ai beau lui expliquer que ce coup de fil à justement pour but de lui permettre de donner sa version des faits, il répond: "ça serait injuste de rétablir les fait à ce moment-ci!" Insistant encore, n'acceptant pas d'avoir écrit des faussetés (je me croyais impliqué), il ajoute que ce n'est pas dans les journaux, mais dans

le "Réveil du Consommateur" qu'il y a des erreurs!

Nous voilà donc revenu au texte publié par la Fédération, qui dit en parlant du "Réveil" "que l'information de nature scientifique a souvent fait place à une littérature démagogique ou à des affirmations inexactes". Mais il a été impossible de savoir ce qui a été écrit d'inexact dans le "Réveil"...

## Au moins un éclaircissement

Un grand partage de l'annonce de la Fédération dit que la Fédération finance l'IPIC, que le mouvement coopératif de la consommation lui verse annuellement \$145,000. Un peu plus loin, on lit "il est bien normal que les 224 coopératives affiliées à la Fédération puissent avoir voie au chapitre..." Or M. Dionne a reconnu qu'environ \$85,000 venait du \$0.10 perçu sur les commandes seulement dans les Cooprix, et non pas dans les 224 coopératives; que les 60 autres milles dollars viennent du 25% du chiffre d'affaire des 8 Cooprix seulement et non pas du chiffre d'affaire des 224 coopératives...

C'est après un petit bout de dialogue, que M. Dionne a commencé à moins bien répondre aux questions... Je n'ai ainsi pas pu savoir ce que cela veut dire "La Fédération sauvegarde les intérêts des consommateurs dans les limites du bien-être général"...

Quant à M. Towner, le premier que j'ai rejoint une connaissance relative du dossier me permettant de penser qu'il pouvait être l'auteur du texte, il m'a dit qu'il n'avait pas à me dire s'il avait ou s'il n'avait pas écrit le texte... On peut souligner également, que le texte tel qu'expédié pour publication n'indiquait pas très clairement son origine.

Sans contester le droit "d'informer", complètement nécessaire au droit "d'être informé", sans contester non plus la liberté de choix du moyen de faire parvenir les informations au public, on peut s'interroger sur les motifs qui poussent un organisme public, en l'occurrence une coopérative, à utiliser la voie publicitaire plutôt que la voie des médias d'information, surtout lorsque cet organisme va jusqu'à refuser des explications sur le message transmis.



## Une émeute de la Gendarmerie Royale?

Le vice-président de la Fraternité nationale des Indiens Clive Linklater, clamé une enquête impartiale sur la conduite de la RCMP lors de la manifestation organisée par la Native Peoples' Caravan, lundi dernier devant le Parlement fédéral. L'affrontement s'est soldé par plusieurs blessés, dont une jeune indienne qui a eu le crâne fracturé.

## \$500 millions pour Petro-Canada

OTTAWA (PC) — Le gouvernement a présenté de nouveau hier matin, aux Communes, son projet de loi prévoyant la mise sur pied d'une Société nationale des

pétroles dont le capital autorisé sera de \$500 millions.

Parrainé par le ministre de l'Énergie, M. Donald Macdonald, le bill sti-

pule également l'acquisition par la nouvelle corporation de la totalité ou d'une partie du capital-actions de la Panarctic Oils Ltée, une autre société de la Couronne.

La Société nationale des pétroles s'adonnera à l'exploitation, l'exploration et la vente de produits pétroliers au Canada.

Le premier ministre Trudeau avait annoncé la création de cette société au plus fort de la crise de l'éner-

gie, l'année dernière, mais la chute du gouvernement, en mai dernier, avait empêché l'adoption de ce projet de loi.

Par ailleurs, un autre projet de loi est réapparu au feuillet de la Chambre; il s'agit de celui permettant la constitution de banques par lettres patentes et permettant aux gouvernements provinciaux de détenir des actions du capital des banques et d'exercer les droits de vote qu'elles comportent.

## Il faut une entente mondiale sur le prix des carburants

—Macdonald

WASHINGTON (PC) — Un consensus sur le prix mondial exact qui devrait être fixé pour les carburants fossilisés est d'une importance critique, si l'on tient à restreindre l'utilisation de l'énergie, a déclaré hier, M. Donald Macdonald, ministre canadien de l'Énergie.

Selon M. Macdonald, qui s'adressait aux membres de l'American Enterprise Institute, des prix trop bas imposés aux ressources encourageraient une utilisation inefficace et excessive, ce qui hâterait le moment où elles seraient épuisées.

Le texte de la causerie du ministre canadien a été communiqué aux agences de télécommunications avant la réunion.

M. Macdonald a rappelé que la conservation de la consommation du pétrole, du gaz et du charbon, particulièrement dans les nations industrialisées, sera une priorité élevée tant que l'on n'aura pas à la disposition d'autres sources énergétiques. Pour lui, les prix du pétrole fixés par l'Organisation des pays exportateurs de pétrole sont "dans une large proportion... des profits de monopole, et non uniquement un loyer économique des ressources".

M. Macdonald a souligné que les experts sont d'avis que si le rythme actuel de consommation se maintient, les ressources mondiales de pétrole, en gaz naturel et en charbon seront épuisées vers le milieu du prochain siècle.

### "ENCOUNTER GROUP"

- Session de 3 jours: vendredi soir, samedi et dimanche
- En octobre, novembre, décembre.
- Groupes fermés (10 personnes).
- Groupes de langue française.

Animés par un "facilitateur" et une "co-facilitatrice" formés au "Center for the Studies of the Person" de l'université de Californie, sous la direction de CARL ROGERS.


Pour informations et inscription  
téléphoner à: 677-2814  
679-3097

## maison Beaudet

INC.


**Mal dormi?**  
Alors vous n'êtes pas en forme pour faire votre vrai boulot!  
Disponible immédiatement  
Fameux modèles et sommiers caisse  
Backcare

**Beautyress par Simmons.**  
grandeur simple, double, Queen size et King size.  
Appelez-nous pour renseignements  
Aussi nous avons d'autres ensembles de qualité (matelas et sommiers aussi de marque Simmon à partir de \$89.00)



ah!  
la bonne  
nôtre.

Pourquoi fumer  
des C.D.A.?



## maison Beaudet

8723, 10e ave. SAINT-MICHEL MONTRÉAL INC.  
729-5217

Un produit de La Société des Tabacs Laurentiens Inc.

Avis: Le ministère de la Santé nationale et du Bien-être social considère que le danger pour la santé croît avec l'usage.



# l'économie

## La SDI donne un coup de barre

# La reprise en main de l'économie québécoise devient enfin l'objectif d'une société d'Etat!

une analyse de Jean Chartier

La nouvelle ligne de conduite de la Société de développement industriel vient concrétiser la volonté de procéder non seulement au développement "à tout prix" de

l'économie québécoise mais à une reprise en main parallèle de celle-ci par les autochtones.

En réalité du fait de l'inclusion dans le bill 48 des amen-

dements recommandés par le nouveau président de la SDI, M. Lucien Saulnier, le gouvernement Bourassa se trouve même à modifier en juillet sa perspective qui prévoyait depuis son élection de 70. Qui plus est, une fuite sur le "livre

blanc" du ministère de l'Industrie et du Commerce accule en quelque sorte à son corps défendant le gouvernement Bourassa devant le fait accompli.

C'est ce qui faisait dire hier

à un représentant de la communauté anglophone que le gouvernement Bourassa s'agit de tous les sens sans qu'on lui trouve une direction logique.

En réalité, on croit comprendre que le raisonnement "pratique" de M. Saulnier l'a poussé à demander des pouvoirs très étendus et que les économistes du ministère de l'Industrie et du Commerce ont profité pour définir une politique très nationaliste. D'ailleurs depuis la rédaction du "livre blanc" du ministère de l'Industrie et du Commerce, un haut fonctionnaire a démissionné de son poste. Le gouvernement Bourassa n'a évidemment pas encore statué sur cette politique mais il se trouve d'ores et déjà devant un énoncé politique très ferme.

### Le coup de barre

Relatons les faits dans l'ordre. M. Lucien Saulnier démissionne de la présidence de la Communauté urbaine de Montréal en 1971. À cette époque, l'érosion des pouvoirs publics désestime profondément l'homme fort de la politique municipale.

À l'époque, il est question de lui à la présidence d'Air Canada et d'ITT Rayonier. Il décline finalement les deux of-

fres. Puis, finalement, il accepte le poste de Président-Directeur-Général de la SDI. Son prédécesseur, M. Gérard Plourde, avait la réputation de s'occuper davantage de son entreprise, la United Auto Parts, que de la SDI.

M. Saulnier acceptera la haute direction de la société publique québécoise mais l'on croit comprendre aujourd'hui que ce fut à certaines conditions. Un an après son accession à la SDI, il propose une profonde réforme des buts de celle-ci. Au gouvernement, les choses traîneront alors en longueur. Néanmoins, dès l'année financière 73, la SDI engage sous forme de prêts des montants de l'ordre de \$63 millions par rapport à \$37 millions pour l'année précédente.

Le premier coup de barre était donné. Le total des engagements de la SDI se chiffrait à la fin du mois de mars dernier à \$155 millions. L'organisme ne se limite donc plus à

des interventions périodiques. C'est clair dans l'esprit de M. Saulnier, la SDI doit prendre le leadership. Il ne s'agit pas de répéter le travail du MEER ou de la Banque d'expansion industrielle.

Selon M. Saulnier, celui-ci s'impose d'autant plus que la province a un très long retard à rattrapper. Parallèlement à la venue d'un fort leadership à la SDI, les économistes du ministère de l'Industrie et du Commerce prenaient connaissance du rapport Fantus de la firme Dun et Bradstreet de San-Francisco.

### Les retenues

Le ministre Saint-Pierre adopta dès lors une rhétorique en faveur du développement de l'industrie de pointe au Québec. Il adopta particulièrement la défense de l'industrie pétrochimique. Mais bien sûr, quelques mois plus tard, la crise du pétrole écartait l'Alberta se mettait à parler fort et le Québec se mit

à chercher d'autres thèmes. Le rapport Fantus parlait également de la possibilité d'instaurer certains types d'industries de pointe comme celle du mini-tracteur. M. Saulnier, pour sa part préfère parler d'industries modernes sans faire d'exception autre que l'entreprise génératrice de "cheap Labor".

D'un autre côté, à Québec, hier après-midi, le ministre de l'Industrie et du Commerce, M. Guy Saint-Pierre, s'appliquait à minimiser l'importance du document des économistes de son ministère.

Dès lors, l'on risque de se voir doter d'une Société de développement industriel davantage agressive que par le passé sans qu'une politique officielle n'ait été adoptée. Le gouvernement Bourassa, a indiqué le ministre Saint-Pierre mettra sans doute encore de longs mois avant de procéder officiellement à une révision de sa politique industrielle.

## Des participations au capital-actions!

Le conseil d'administration de la Société de développement industriel a décidé lors de sa dernière rencontre de mettre l'accent sur la prise de participation dans les industries sous forme de capital-actions à la fois pour profiter de la crise boursière actuelle et pour accélérer le rayonnement de l'industrie autochtone. La SDI estime même que l'expérience de Cabano peut servir de cas-type au cours des prochaines années.

prêts qui s'élèvent à \$60 millions seulement pour 73. Les proportions dépendront des conditions du marché, indique-t-on à la SDI. De plus, un rapport de 116 pages des économistes du ministère de l'Industrie et du Commerce clarifie l'orientation de la nouvelle politique économique que mettra en application la Société de développement industriel.

Selon le compte-rendu publié par le journal La Presse, hier, ce document indique clairement que le dynamisme de l'économie québécoise dépendra du développement des entreprises proprement québécoises. On y précise même qu'au cours des dernières années, les investissements au Québec ont davantage été dus à l'initiative publique qu'à l'entreprise privée.

L'organisme d'État s'engage cependant à revendre au bout d'une période de cinq ans les capital-actions qu'elle aura investies dans des entreprises étrangères, bien qu'elle le revendra en priorité à des Québécois. Si personne ne se prévalait de cette offre, dix ans après l'achat des actions, la SDI porterait sa participation dans cette entreprise à 50 pour cent.

Tous les investisseurs seront tenus de recruter dans une période de cinq ans à partir du moment de l'aide de la SDI entre 50 et 80 pour cent de leur personnel de cadre chez les francophones, y inclus les membres du conseil d'administration. En outre, plus de la moitié de l'équipement et des matériaux devront être fabriqués au Québec. Finalement, les entreprises bénéficiant de prêts ou d'investissements de la SDI seront tenus d'utiliser des services professionnels québécois.

La SDI déboursera aussi des montants substantiels pour stimuler l'effort d'exportation des entreprises québécoises. Ceux-ci seraient de l'ordre de \$50 millions en trois ans alors que les participations au capital-actions des sociétés totaliseraient une vingtaine de millions. Ces chiffres demeurent toutefois moins importants que les

L'étude relève aussi la piètre performance du gouvernement Bourassa en ce qui a trait à la création d'emplois. De 68 à 72, mentionne-t-on, il n'y a eu que 36,000 emplois nets de créés en moyenne par année alors qu'on en relevait 85,000 en Ontario.

On fait même part de la nécessité d'investir au cours des cinq prochaines années des montants de l'ordre de \$47 milliards pour que la relativement bonne situation de 73 ne se dégrade pas.

Finalement, le document des économistes du MIC rappelle que d'année en année, la part relative du Québec dans les investissements manufacturiers par rapport à l'Ontario s'amenuise. On précise d'ailleurs que de 1961 à 1971, le produit intérieur brut et l'emploi au Québec ont connu des performances inférieures à celles du Canada et ce dans presque tous les secteurs.



## Plus de \$1 million du fédéral

# Voilà comment Bombardier peut construire à Sainte-Anne les voitures du metro de Montreal

par Pierre Sormany

Sainte-Anne, qui fournit présentement 500 emplois.

M. André Ouellette, ministre de la Consommation, qui participait à la conférence de presse de mercredi, a justifié cet octroi en invoquant la nécessité de protéger les emplois dans le comté de Kamouraska, et en rappelant que la subvention fédérale s'ajoutait à une obligation de la part de Bombardier d'investir \$3.5 millions, en créant quelque 700 emplois.

On estime toutefois à 500 emplois permanent, la main-d'oeuvre qui sera effectivement requise par cette usine rénovée.

### Les transports

Rappelons que l'obtention de ce contrat signifiait plus qu'une simple victoire à court terme pour la firme de Valcourt. En juin dernier, Bombardier avait en effet annoncé aux journalistes qu'elle allait agir comme maître d'oeuvre d'un nouveau consortium international (comprenant la firme française Matra, et deux filiales du groupe germanique Brown Boveri) pour l'implantation en Amérique d'un nouveau concept de

transport en commun mis au point par Matra.

Mercredi dernier, la firme a aussi annoncé en primeur

son intention de proposer une soumission pour un train électrique comme moyen de transport rapide entre Montréal et Mirabel.

## Les pays pétroliers agiront à leur gré

WASHINGTON (AFP) — Les pays producteurs de pétrole ont accueilli avec réserve l'empressionnement manifesté par les pays industrialisés pour attirer chez eux d'une manière ou d'une autre les futurs revenus de l'or noir.

Le chancelier de l'échiquier a proposé mardi à l'occasion des assemblées générales du FMI et de la banque mondiale, que les pays producteurs de pétrole prêtent jusqu'à 30 milliards de dollars par an au FMI pour que celui-ci les redistribue aux pays qui n'ont pas les moyens de payer la facture du pétrole.

Apparemment les pays producteurs, qui ont déjà promis 3,4 milliards de dollars au FMI cette année, n'ont pas été consultés à l'avance sur l'ampleur de cette rallonge. Et un délégué arabe s'indignait mardi de la prétention des pays industrialisés à disposer ainsi à l'avance de l'argent des producteurs.

Mais ces réactions épi-dermiques et à chaud, ne reflètent que de manière très incomplète la diversité de situations dans laquelle se trouvent les pays producteurs. L'Iran, le Venezuela et l'Algérie pays semi-industrialisés, envisagent un emploi de leurs ressources tout à fait différent des producteurs de pétrole, peu peuplés comme l'Arabie Saoudite et le Koweït.

D'ailleurs la plupart des ministres de finances des pays producteurs de pétrole ne participent pas cette année à la réunion du FMI, pas plus que l'Opep ou l'Opaep en tant que tels, bien qu'invités.

Cette abstention, que certains attribuent au Ramadan, reflète plutôt pour les observateurs l'absence de position commune sur les problèmes monétaires des pays de l'Opep, qui est avant tout une organisation de producteurs.

### Mystère résolu

La subvention annoncée mercredi soir vient résoudre un mystère qui avait suivi l'obtention du contrat par Bombardier, alors que la firme était en concurrence avec Canadian Vickers. Beaucoup de gens se demandaient alors comment Bombardier pouvait offrir un prix comparable, alors que la fabrication des véhicules à Sainte-Anne de la Pocatière exigeait un surplus, au niveau des frais de transports.

Parlant au nom de Don Jamieson, ministre de l'Expansion économique et régionale,

C'est une somme de plus de \$1 million que le ministère fédéral de l'Expansion économique et régionale fournira à la compagnie québécoise Bombardier, pour l'aider à transformer son usine de Sainte-Anne de la Pocatière, afin d'y construire les 423 voitures pour le métro de Montréal.

La loi autorise en effet le MEER de subventionner toute expansion ou modernisation industrielle, dans les régions considérées comme prioritaires. Dans le cas de cette usine, elle sert présentement à la construction des motoneiges de marque Moto-Ski, une filiale de Bombardier.

Devant les difficultés du marché de la motoneige, la compagnie dont le siège est à Valcourt avait songé à fermer cette usine, pour centraliser ses opérations aux usines Bombardier. Le contrat de la Commission des transports de Montréal redonne en fait un second souffle à l'usine de

## bref économie par Pierre Sormany

### Ce n'est qu'un début

Odeurs de récession, de grand "crash" économique, de panique à la mil neuf cent vingt neuf, bref, une mini-crise a failli avoir lieu cette semaine... en Australie.

Le gouvernement travailliste a dû agir vite, en déserrant subitement le crédit, pour enrayer ce mouvement de retrait massif de l'épargne, suite à des faillites de quelques sociétés immobilières importantes dans ce pays du Pacifique Sud.

En fait, on ne sait guère avec précision le montant total de ces retraits, mais on parle de plusieurs millions en quelques heures. "un rythme qui rappelait les mauvais jours du Wall Street, à l'entre deux guerres".

Pour l'Amérique du Nord, cela n'a finalement pas beaucoup d'importance, sauf qu'on veut prévoir la même attitude, par nos gouvernements, si la crise actuelle engendrait une panique après des épargnants. L'avenir immédiat de l'Australie doit donc être suivi de près, comme modèle prospectif de l'attitude à suivre aux États Unis ou au Canada... Mais précisons que le premier ministre Gough Whitlam, en visite à Washington, ne prend pas panique, les tribuns de l'opposition clament à qui veut les entendre que "ce n'est qu'un début"...

### Trudeau appuie une recommandation de la Commission Plumptre

Le premier ministre Pierre E. Trudeau a donné mercredi son appui à la Commission de surveillance des prix des denrées alimentaires, en affirmant que le gouvernement est d'accord avec le principe de la représentation des consommateurs au sein des agences gouvernementales de mise en marché.

Rappelons que, sans s'opposer formellement à cette recommandation, les agriculteurs déplorent que Mme Plumptre, présidente de la Commission, ne regarde que les intérêts des consommateurs, et fait porter tout les blâmes sur les agriculteurs et les structures des offices de mise-en marché, en négligeant totalement de regarder de près les activités des autres intermédiaires (spéculateurs, industriels, chaînes d'alimentation).

L'Association canadienne des consommateurs, la Commission de surveillance du prix des produits alimentaires, le rapport Forbes ainsi que le ministre de la Consommation et des Corporations, André Ouellette, sont parmi les promoteurs ou sympathisants de cette idée dont le premier ministre a dit, mercredi aux Communes, qu'elle était "fondée et avait l'appui du gouvernement dans ses grandes lignes".

## SCRIBEC

45 est, rue Jarry  
Montréal H2P 1S9  
387-2486

SECRETARIAT  
DACTYLOGRAPHIE  
IMPRESSION

### PHOTOCOPIE XEROX

1-3	10c	la copie
4	9c	
5-10	8c	la copie
11-16	7c	
17-30	6c	la copie
31-49	5c	
50-70	4c	

Format légal et papier couleur: 10% en sus  
Réduction à partir de 14" x 18"

### IMPRESSION OFFSET

copies	8 1/2 x 11"	8 1/2 x 14"
100	3.25	3.75
200	4.30	5.40
300	5.40	6.50
400	6.50	8.35
500	7.55	9.15
600	8.35	10.25
700	8.90	10.80
800	9.45	11.60
900	10.00	12.15
1000	10.80	12.70
2000	19.15	23.50
3000	28.00	34.55
4000	38.75	45.35
5000	45.35	58.15

## À TOUS LES LECTEURS DU JOUR "AIDEZ-NOUS À MIEUX VOUS SERVIR!"

Le Jour vous est-il facilement accessible?

Votre dépositaire favori le reçoit-il?

Si oui, est-il en quantité suffisante?

S.V.P. Remplir ce coupon et nous le faire parvenir à:

Le Jour, 387 boul. Lebeau, Ville St-Laurent

NOM DU DÉPOSITAIRE: .....

ADRESSE: .....

TÉL.:.....VILLE: .....

QUANTITÉ INSUFFISANTE

NOUVEAU DÉPOSITAIRE

REMARQUES: .....

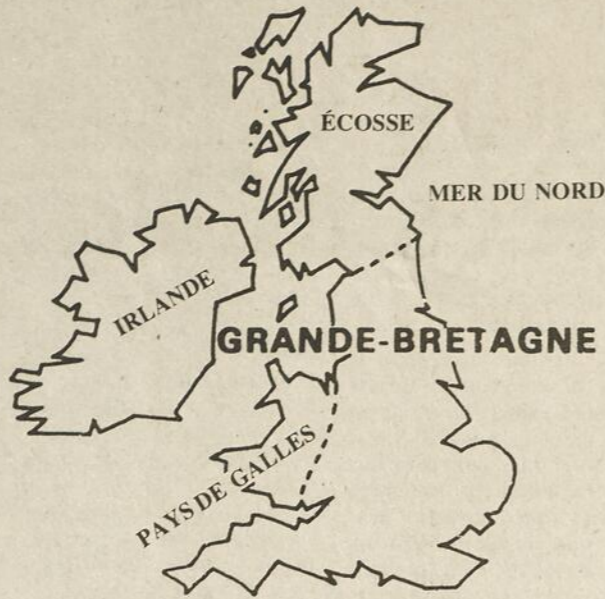
# le monde



par  
Roch  
Côté

## L'Écosse sera-t-elle indépendante avant le Québec?

Vivement qu'on trouve du pétrole au Québec! Ce jour-là, les Québécois découvriront d'un seul coup les bienfaits de l'indépendance. Pourquoi? Parce qu'il y a un pétrole. L'Écosse n'est pas encore indépendante, bien sûr, mais au rythme où progresse là-bas l'idée nationaliste, cela risque de ne pas être très long. Et derrière tout cela, il y a justement du pétrole.



A l'heure où l'Angleterre glisse dangereusement vers la banqueroute les Écossais découvrent qu'ils auraient de bonnes chances de faire mieux tout seuls, surtout avec le pétrole et le gaz que l'on vient de découvrir au large des côtes du pays.

Dans les faits, les nationalistes écossais ont déjà un bon bout de chemin d'accompli: aux élections du 28 février dernier, ils ont fait élire 7 députés et ont raflé 22% du vote populaire (l'Écosse a une population de 5,2 millions). Pour les élections de jeudi prochain, le 10, on leur accorde des chances de doubler leur nombre de députés. Sur les 71 comités que compte l'Écosse, le Scottish National Party (SNP) était arrivé deuxième dans 18 comités, dont 9 ont été perdus avec une marge de moins de 10%. La force du mouvement nationaliste écossais est donc réelle et c'est elle, dans doute, qui a forcé les travaillistes à promettre aux Écossais une assemblée régionale élue, dotée de certains pouvoirs. La réforme proposée par Londres, qui s'appliquerait aussi au Pays de Galles,

reste toutefois muette sur un point crucial: le partage de l'argent.

### Pauvres Anglais

La cause des nationalistes écossais trouve actuellement un puissant appui dans l'état de l'économie britannique. La Grande-Bretagne traverse sa pire crise économique depuis 40 ans: l'inflation approche les 20%, le chômage vogue allègrement vers les 4% (ce qui est élevé en Europe) et le niveau de vie ne doit d'avoir été maintenu qu'aux emprunts massifs (\$4 milliards) qui ont été faits à l'étranger et qui ne seront pas nécessairement faciles à renouveler. Bref, ça va mal. Devant cette situation, les nationalistes écossais ont beau jeu: dans une Écosse indépendante, disent-ils, votre livre sterling vaudra exactement ce qui est inscrit dessus. Comment cela? Parce que l'Écosse indépendante serait l'une des nations les plus prospères d'Europe, elle aurait la part du lion des réserves de pétrole et de gaz de la MER DU Nord qui se situent

pour la plupart au large des côtes écossaises. "Le pétrole appartient à l'Écosse" disent les affiches du SNP. Les Écossais, de l'aveu même d'un député travailliste, commencent à avoir un sentiment de "on n'a rien à perdre".

### Une vieille histoire

Les Écossais n'ont pas que des raisons économiques pour flirter avec l'idée d'indépendance. L'histoire leur enseigne également que de longues guerres pour l'indépendance de leur territoire les ont jadis opposés aux Anglais (14<sup>e</sup> siècle). Dans leur guerre d'indépendance, les Écossais purent toujours compter sur un allié sûr, ennemi de la Couronne anglaise: la France. Du Moyen-Âge jusqu'à 1707, l'Écosse fut un royaume indépendant avec son parlement et ses lois. L'indépendance prit fin par l'alliance des couronnes écossaises et anglaises.

"L'Écosse est la plus ancienne communauté d'Europe" dit Margo MacDo-

nald, la vice-présidente du SNP et la figure la plus populaire du parti, dirigé par William Wolfe. Elle voit l'indépendance de l'Écosse dans une association avec la Grande-Bretagne, à l'exemple des liens qui unissent les pays scandinaves.

### Le Pays de Galles aussi

Il n'y a pas que l'Écosse à rêver d'indépendance, dans le Royaume qu'on dit toujours "Uni". Il y a longtemps que du côté ouest, les Anglais entendent les récriminations autonomistes des Gallois, ces indomptables nationalistes. Comme les Écossais, les Gallois ont leur parti nationaliste, le Plaid Cymru, qui a raflé 10% du vote populaire aux dernières élections (soit 150,000 votes) et qui a fait élire 2 députés au parlement de Londres. Pour l'instant, le Plaid Cymru, revendique un parlement régional et le plein contrôle sur un conseil gallois de développement économique. Les Gallois ont aussi dans leur histoire des leçons d'indépendance: ils se sont battus pendant des siècles contre les Anglais pour préserver leur langue et leur civilisation celtique. L'union définitive avec l'Angleterre fut scellée en 1536 mais, depuis de ce temps, l'autonomie fut une constante dans la politique galloise parfois accentuée des menaces de groupes armés.

Il fut un temps où l'Angleterre régnait sur un empire sur lequel, disait-on, le soleil ne se couchait pas. Sera-t-elle bientôt réduite à une frantion seulement de son île?

## Après la démission du gouvernement Rumor

# L'Italie, devant le vide politique

La démission hier soir du gouvernement Rumor met provisoirement un terme à la crise politique que l'on sentait venir depuis plusieurs semaines en Italie. Comment le pays va-t-il maintenant se sortir de la crise? Il semble bien que les solutions de centre-gauche, comme M. Rumor les a tant essayées, sont maintenant sans avenir et que le pays devra élire un nouveau gouvernement.

Devant le vide de plus en plus évident qu'est devenu le centre, les Italiens seront-ils portés à avoir recours à des solutions plus radicales et à accorder une plus grande confiance au parti communiste le plus puissant d'Europe? De toute façon, le pays semble devenu ingouvernable sans la participation, d'une façon ou d'une autre, des communistes.



Le premier ministre sortant, M. Mariano Rumor

ROME (AFP)—Le gouvernement italien présidé par M. Mariano Rumor a démissionné. La décision a été prise au cours du conseil des ministres qui s'est tenu hier en fin d'après midi au palais Chigi.

Trente-septième crise gouvernementale depuis la fondation de la jeune république italienne en 1946, la démission présentée par M. Rumor met fin à une équipe constituée il y a sept mois à peine. Elle met aussi en évidence la débâcle du centre-gauche et l'accélération du processus de désagrégation de la situation politique en Italie.

Vétéran des formules de centre-gauche, M. Mariano Rumor, 59 ans, professeur de lettres, rompu aux négociations difficiles entre socialistes et démocrates-chrétiens, avait constitué en mars dernier son cinquième cabinet. En juin, de nouvelles difficultés avaient surgi entre les "alliés impossibles" sur la manière d'affronter la crise économique. M. Rumor présenta alors, pour la cinquième fois dans sa carrière, sa démission au président Leone. Celui-ci la refusa, et renvoya le gouvernement à son travail: la situation, expliquait-il, imposait la solidarité au nom du pays. M. Rumor reprit la tâche.—le

temps de présenter au parlement une série de décrets pour une politique d'austérité, que contestèrent rapidement les députés socialistes, l'ensemble de la gauche et les syndicats.

Tandis que les prix flambaient et qu'attentats et rumeurs de coups d'État se succédaient, la situation économique se dégradait. Les socialistes demandaient une nouvelle ligne économique assurant l'emploi, jugulant les prix, ne faisant pas retomber sur les classes les moins favorisées tout le poids de l'austérité. Ils préconisaient enfin le dialogue avec le Parti communiste (12 millions d'électeurs), capable de donner à leur sens une base populaire plus large au gouvernement. La démocratie chrétienne a opposé à cette dernière hypothèse un non résolu, qui a accéléré la rupture.

La sixième démission de M. Rumor ouvre ce que la Presse appelle déjà "la crise dans le noir". Les perspectives sont effectivement peu claires. Tentera-t-on de sauver les débris de la formule de centre-gauche? L'entreprise semble désespérée. Va-t-on vers un cabinet d'affaires, vers la dissolution des chambres et des élections anticipées? Pour les Italiens, hier soir, c'était le vide.

**R** Avec le Petit Robert, on trouve toujours ses mots.

No. 183 PAR GERMAIN

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
1											
2											
3											
4											
5											
6											
7											
8											
9											
10											
11											
12											

**HORIZONTALEMENT**

- Messieurs distingués qui sont grassement payés à même nos impôts pour nous apprendre tout ce que nous savons déjà!
- Il n'est pas toujours facile de le faire quand on est fin soûl. (v. pr.) — Monnaie.
- Qui ne se laisse pas manipuler facilement. — Une bouche l'est parfois après des émotions fortes...
- Pr. pers. — Discerner, découvrir. — Particule élémentaire dans l'atome.
- Qualifie des cousins de la fesse gauche...
- Qui concerne certains astres. (pl.)
- Vers le métro, après la grève... — Qui nous précède.
- La truite n'en a presque pas. — Séparation.
- Naturels.
- Gars, diable, bonhomme, type, gorlot, pistolet, numéro, Alouette!... (pl.) — Maltraités.
- Voyelle triplée!!! — Vais-sellier.
- Le cerveau d'une femme se met à calculer quand un homme lui fait des propositions semblables... — Prép.

**VERTICALEMENT**

- Savoureux, piquant. — Grands vents qui soufflent à l'échelle planétaire.
- Limite. — Refusée.
- Posa. — Il ne l'est plus quand on le connaît bien.
- Les quelques-unes qu'on aime le plus.
- Où la main de l'homme n'a

**Solution No. 182**

1	E	N	T	R	E	P	R	E	N	E	U	R
2	C	U	E	I	L	L	T	R	O	U	S	E
3	R	I	O	U	T	E	S	U	S			
4	A	S	P	E	C	T						
5	N	A	S	U	C	H	U	L	A			
6	N	O	T	R	A	I	N	S				
7	E	C	U	R	I	E	S	A	U	R		
8	L	E	S	I	O	N	M	I	S	E	E	
9	A	T	E	N	D	R	E	S	U	S		
10	V	O	E	U	A	I	O	I	N	T		
11	E	S	T	I	P	E	N	D	I	E		
12	R	E	V	E	U	S	E	S	E	T	E	

Les noms propres, les abréviations et les symboles chimiques sont proscrits.

## La Grèce, divisée sur le plan électoral



Le premier ministre Constantin Caramanlis  
Le centre-droit avec la "Nouvelle démocratie"

Le dernier gouvernement élu par le peuple grec l'a été il y a dix ans, soit en 1964. A la veille du coup d'État militaire du 21 avril 1967, le pays se dirigeait de façon presque certaine vers un gouvernement de gauche. Il est arrivé ce qu'on sait et ce que raconte bien le film "Z". A l'heure où elle s'appête à choisir de nouveau un gouvernement la Grèce est divisée entre plusieurs tendances politiques, des communistes jusqu'aux royalistes.

par Jean-Marin Dauphin de l'agence France-Presse

ATHENES — Le 17 novembre prochain les quelque six millions sept cent mille électeurs grecs se rendront aux urnes en vue d'élire trois cents députés — le dernier parlement élu le 16 février 1964 ayant été dissous dans la perspective d'élections, peu avant le coup d'État militaire du 21 avril 1967. Celui-ci ouvrirait une "parenthèse" de sept ans dans la vie politique du pays, parenthèse non exceptionnelle.

Ce n'est en effet pas la première fois dans l'histoire de la Grèce moderne, c'est ainsi qu'un Grec né en 1900 a connu trois renversements de trône (1917, 1923 et finalement 1973) neuf coups d'État militaires et cinq dictatures. La dernière en date ayant sombré le 23 juillet dernier

dans l'affrontement sanglant gréco-turc à Chypre. Ultime "trouvaill" provoquée par une junte pour rassembler autour d'elle une opinion qui lui échappait.

Revenu après onze ans d'exil en France, le 23 juillet dernier M. Constantin Caramanlis ne s'est décidé que mercredi à proclamer la date des élections estimant que la première tâche qu'il s'était assignée, le règlement du drame de Chypre, était soit en cours de solution soit figé dans l'immobilisme.

Le premier ministre, salué comme un "rassembleur" lors de son retour est descendu lui aussi dans l'arène électorale, en fondant un parti "la nouvelle démocratie", qui se donne pour objectif la renaissance d'une véritable démocratie tirant la "leçon des erreurs du passé".

Il trouve maintenant devant lui une constellation de groupements ou partis politiques, dont certains pourraient d'ailleurs, avant la date du 17 novembre prochains s'allier à la "nouvelle démocratie" le parti du centre, crée en 1961 pour précisément faire pièce à l'ancien parti radical de M. Caramanlis, revenu à la vie. Son président est M. Georges Mavros, vice-président du conseil et ministre des Affaires étrangères dans le cabinet "d'union" de M. Caramanlis.

Quatre membres du gouvernement Caramanlis, dont MM. Ioannis Pezmozoglou, ministre des Finances, et Georges Alexandre Mangakakis, ministre des Travaux publics, ont fondé un groupe "Nouvelles Forces Politiques" dont le programme



Andreas Papandreu  
La gauche avec le Mouvement panhellénique

est voisin de celui de la sociale démocratie du type allemand.

M. Charalambos Protopapas, ministre de l'Industrie de M. Caramanlis, anime un "Parti socialiste" qui sera allié aux "Nouvelles Forces Politiques".

Plus à gauche, M. Andreas Papandreu, revenu d'exil, a lancé un "Mouvement Socialiste Panhellénique" au programme anti-capitaliste et anti-européen.

Enfin les deux partis communistes de l'intérieur et de l'étranger divisés depuis le "coup de Prague" sont allés sur le plan électoral depuis que le Parti communiste n'est plus hors la loi.

Il convient d'ajouter un "Comité pour le retour à la

monarchie" le problème du régime demeurant en suspens et la Grèce étant encore une république, bien que celle-ci soit née sous la dictature de M. Georges Papadopoulos.

On ne se risque guère à quarante cinq jours du scrutin à faire des pronostics d'autant plus que ceux-ci sont compliqués par la loi électorale qui prévoit le scrutin proportionnel avec répartition des restes au plus fort pourcentage avec seul éliminatoire de 17 pour cent pour les partis, 25 pour cent pour les coalitions de deux partis et 30 pour cent pour les coalitions de plus de deux partis.

La gauche et l'extrême gauche ont attaqué ce système qui risque de les écraser sur le plan électoral.

**LES SEULS VRAIS QUÉBÉCOIS!**

AMPLI MONO ET STEREO CAZ-TECH  
175 M (175 Watts RMS)  
A250 (250 Watts RMS)

Conçus et fabriqués au Québec par des Québécois (des Vrais)

**SONOTRONIC Itée**  
472, Notre-Dame Repentigny 581-8050

**ÉCONOMISEZ \$7**

Sur l'achat d'un sac pour dame ou d'une paire de chaussures pour homme en présentant cette annonce

**le BOTTIER**  
PLACE LONGUEUIL

**Atelier DE COMPOSITION TYPESETTING**

385 Boul. LEBEAU VILLE ST-LAURENT

SPECIALISTES EN COMPOSITION ET MONTAGE TYPOGRAPHIQUE ET ARTISTIQUE  
CATALOGUES • CIRCULAIRES • JOURNAUX • REVUES

# Le pétrole, au centre de tous les débats internationaux

Le monde arabe s'est réveillé. Politiquement. Depuis le début de cette décennie, il exige pour son pétrole des prix plus "rationnels". Mais de l'autre côté du désert, chez les pays industrialisés, ces prix deviennent irrationnels. Les États-Unis à la tête du

monde occidental ont depuis une quinzaine de jours, avec le discours de Gerald Ford à Détroit et celui de Henry Kissinger à l'O.N.U. menacé l'ensemble des pays producteurs d'"or noir" (c'est-à-dire arabe). Ceux-ci réagissent... Le mécontente-

ment gronde dans l'opinion arabe. Si le prix du pétrole est trop élevé, cela est en grande partie dû à l'inflation. Le contraire n'est pas vrai.

De leur côté les USA, envisagent-ils d'intervenir

militairement du Proche-Orient pour faire baisser économiquement une matière de plus en plus rare. Pour l'instant Henry Kissinger, le "docteur miracle", va refaire la navette, d'ici quelques jours, dans cette partie névralgique du monde...



"Je crois aux sentiments humains"

## Pour Henry Kissinger Le problème du pétrole domine tous les autres

NEW-YORK (AFP) — M. Henry Kissinger vient de passer dix jours aux Nations Unies. Il rentre à Washington d'une inflation désordonnée, de mouvements subits de capitaux énormes, de déficits vertigineux des balances des paiements, qui pourraient pousser des pays instables vers le communisme ou l'anarchie.

Il n'est pas pessimiste, mais réaliste. Il redoute les conséquences sociales et politiques d'une inflation désordonnée, de mouvements subits de capitaux énormes, de déficits vertigineux des balances des paiements, qui pourraient pousser des pays instables vers le communisme ou l'anarchie.

M. Kissinger ne manque jamais une occasion d'attirer l'attention des journalistes — toujours trop heureux de trouver un titre sensationnel — entre les discours publics, écrits souvent pour des néces-

sités de politique intérieure, et les conversations privées.

Ces conversations privées que M. Kissinger a eues avec une cinquantaine de ministres des Affaires étrangères, notamment ceux du Proche-Orient, pendant son séjour à New-York semblent l'avoir plutôt rassuré sur le bon sens de la race humaine.

Néanmoins, M. Kissinger juge plus urgent que jamais que les pays consommateurs de pétrole s'organisent, c'est-à-dire adoptent un plan de réduction de la consommation de pétrole, de répartition en cas de nouvelle crise, et de recherche et développement d'autres sources d'énergie.

Vouloir rester maître de son destin ne doit pas être interprété comme un désir de

confrontation, remarque le secrétaire d'Etat américain à l'égard des hésitants, comme la France.

Quand ces "fondations" auront été mises en place, les pays consommateurs seront mieux armés pour négocier avec les pays producteurs. M. Kissinger estime donc que le moment n'est pas venu de "parler prix" avec les pays producteurs. Il se borne à leur montrer les risques qu'ils font courir au monde libre, et éventuellement à eux-mêmes, en cherchant à exploiter un avantage passager.

Les autres problèmes paraissent beaucoup plus "faciles" à M. Kissinger, un homme qui fait de la diplomatie comme d'autres font des mots croisés.

## Le monde arabe est excédé par les menaces de l'occident

BEYROUTH (AFP) — À quelques jours de l'arrivée au Proche-Orient de M. Henry Kissinger, l'opinion arabe se montre de plus en plus excédée par les accusations et les mises en garde adressées aux pays producteurs de pétrole par la presse et certains dirigeants occidentaux, principalement américains.

Les premiers signes de mécontentement se sont manifestés à la suite des discours du président Gerald Ford à Détroit et de M. Henry Kissinger devant l'Assemblée générale des Nations Unies. Des quotidiens arabes de toutes tendances avaient alors titré: "L'Amérique déclare la

guerre aux pays producteurs de pétrole".

Le ministre koweïtien des Affaires étrangères, Cheikh Sabah Al Ahmed, a déclaré à la tribune de l'Assemblée générale des Nations Unies que l'inflation dont souffrent les pays industrialisés, vient "de leur incapacité à résoudre leurs affaires intérieures et non pas de la hausse des prix du pétrole". Certains responsables arabes ont de leur côté mis en garde les pays consommateurs contre la constitution d'un "bloc" qui donnerait à la crise de l'énergie l'allure d'une confrontation ouverte producteurs-consommateurs.

Le mécontentement des

pays arabes s'est durci cette semaine à la suite de la publication de certains articles dans la presse américaine. Les différentes éventualités évoquées par l'hebdomadaire "Newsweek" pour faire face à "l'ennemi" (les pays producteurs), et qui vont de la guerre psychologique à l'intervention militaire directe, en passant par les coups d'Etat et l'assassinat de dirigeants, sont largement reproduites et commentées dans la presse d'ici. L'article de l'hebdomadaire "Business-Week", recommandant au gouvernement américain de mettre l'embargo sur les ventes d'armes et de produits de consommation aux pays producteurs,

s'ils ne baissent pas leurs prix, a également recueilli un large écho.

"Une mentalité de cowboy" titre le quotidien "Al Anouar" (proche du régime égyptien) tandis qu'"An Nahar" (indépendant) conseille aux Américains de se souvenir des conséquences de l'intervention militaire franco-britannique en Égypte, en 1956.

Les observateurs arabes notent que les critiques lancées contre les pays producteurs, en raison des conséquences possibles de la crise actuelle pour certaines dé-

mocraties occidentales, ne manquent pas d'être "paradoxaux". En effet, disent-ils, reprenant des propos prêtés à M. Kissinger, le "danger communiste" viendrait de régimes qui, dans leur grande majorité, sont conservateurs: l'Arabie Saoudite, les émirats et l'Iran. Si des "sactions" étaient prises contre les pays producteurs, les régimes progressistes ou marxistes, qui sont généralement dépourvus de pétrole, seraient sans doute les premiers bénéficiaires, soulignent-ils. Il est en outre probable que l'Union soviétique s'emploierait à remplir "le vide" et à étendre son influence au Proche-Orient.

## Afin d'assurer un approvisionnement en pétrole à des prix "raisonnables" Les États-Unis interviendront-ils militairement dans le golfe persique?

KOWEIT (AFP) — Le Dr. Ali Atika, secrétaire général de l'OPAEP (Organisation des pays arabes exportateurs de pétrole), estime improbable une "intervention militaire américaine ou euro-

péenne dans le golfe afin d'assurer un approvisionnement en pétrole à des prix réduits", dans une interview publiée hier par le quotidien "Al Watan".

Toutefois, M. Atika invite

les pays du golfe à être prêts à toute éventualité, soulignant que "ce ne serait pas la première fois que le monde arabe aurait à faire face à une invasion étrangère".

Le secrétaire général de l'OPAEP estime, d'autre part, que les pays arabes ne doivent pas tolérer que "la campagne actuellement orchestrée soit dirigée uniquement contre eux".

"Nous ne sommes pas les seuls producteurs de pétrole et nous n'exerçons aucune tutelle sur le reste du monde pétrolier", remarque M. Atika.

Soulignant que "les pays

producteurs avaient gelé pendant une année entière les prix du pétrole, alors que le taux de l'inflation s'établissait à 13 p.c. dans la communauté économique européenne et aux États-Unis", le secrétaire général de l'OPAEP ajoute:

"Ce fait prouve que le pétrole n'est pas à l'origine de l'inflation mondiale. C'est le contraire qui est vrai, car la hausse des produits industriels atteint un niveau tel que les pays producteurs de pétrole se trouvent dans l'impossibilité de les acquérir sans un relèvement des prix de leur propre produit".

M. Atika se déclare en faveur de la réduction de la

production pétrolière, envisagée par certains pays afin de préserver leur richesse nationale. Le secrétaire général de l'OPAEP propose cependant que cette éventuelle réduction soit proportionnelle à la diminution de la demande pouvant résulter des mesures d'austérité adoptées par plusieurs pays consommateurs.

Quant au problème monétaire posé par les fluctuations du dollar, actuelle unité de compte des tarifs pétroliers, M. Atika indique que "des experts des banques centrales ont été chargés par l'OPAEP d'étudier la possibilité de la création d'une unité de compte arabe pour les prix du pétrole".



Jean-Claude Duvalier: tel père tel fils.

## Les Haïtiens demandent un sursis

Lorsqu'on parle d'"immigré illégal", on ne pense jamais aux Jamaïcains aux Bermudiens ou encore aux Trinidiens. Non, on pointe de suite son doigt sur l'Haïtien. Un francophone. Le 15 octobre 1973, l'"opération mon pays" (qui permettait à tous ceux entrés au Canada illégalement de rejoindre la légalité) se terminait par un demi-succès.

Aujourd'hui, 1500 Haïtiens sont inscrits sur la liste des déportés. Pour qu'elles raisons?

En vertu des dispositions ministérielles prises par M. Bruce Mackessey en novembre 1972, toute personne arrivée en tourisme au Canada n'a plus le droit de faire une demande de résidence. Pour Ottawa, c'est le cas d'un millier de Haïtiens. Arrivés après la date "fatidique", ces Haïtiens ont pourtant le droit de faire appel à cette ordonnance de déportation, tout en continuant de vivre, légalement, au Québec.

Pour soutenir ce groupe d'Haïtiens (travaillant pour la plupart d'entre eux dans des secteurs où la demande de main-d'œuvre est très forte), le conseil canadien des Églises, la presse écrite (voir Le Jour du 21 septembre), et parlée ont essayé de faire res-

sortir l'illégalité de cet ordre de déportation. Pourtant...

Les appels de détresse lancés par ces 1500 Haïtiens ne semblent pas atteindre l'autre rive de l'Outaouais. Pour le "Bureau de la Communauté chrétienne des Haïtiens de Montréal", la solution à ce problème serait que le Ministère des Haïtiens, actuellement en instance d'appel, un

● fasse de la situation des Haïtiens, actuellement en instance d'appel, un cas d'espèce.

● apporte son appui "à la demande de redressement spécial formulée par ces personnes devant la Commission d'appel de l'immigration ou du moins ne s'oppose pas à cette demande.

Pour Jacques Joseph, porte-parole de la communauté haïtienne à Montréal, "dans la conjoncture actuelle nous proposons au Ministère de l'immigration et surseoir momentanément toutes les déportations et toutes auditions en cours d'appel de l'immigration".

1500 Haïtiens. 1500 déportés? 1500 personnes en danger une fois avoir foulé la "perle (ensanglantée) des Antilles"?

## bref monde

### La baisse des prix du pétrole déçoit Israël

WASHINGTON (AFP) — Le ministre séoudien des Produits pétroliers, le sheik Zaki Yamani, a lié hier une baisse sensible des prix du pétrole à l'évacuation par Israël des territoires arabes occupés depuis la guerre des six jours en 1967. "Je peux vous assurer que si nous pouvons résoudre le problème israélien, le prix du pétrole baissera", a déclaré M. Yamani au cours d'un dîner à Washington auquel assistaient une quinzaine de journalistes.

### Nixon ne veut pas comparaître comme témoin

WASHINGTON (AFP) — L'ancien président Richard Nixon a demandé officiellement, jeudi, de ne pas comparaître en tant que témoin au procès des "cinq" couinçulpés du Watergate qui vient de s'ouvrir à Washington. Les avocats de M. Nixon ont adressé au juge fédéral John Sirica deux requêtes d'annulation des assignations à témoigner à ce procès.

### Salam, chargé de former le nouveau gouvernement libanais

BEYROUTH (AP) — Le président Frangie a chargé M. Saeb Salam de former le nouveau gouvernement libanais, à la suite de la démission, il y a huit jours, de M. Solh. M. Salam soumettra au président la liste de ses ministres, dans quelques jours. M. Salam avait précédé M. Solh à la présidence du conseil. Il avait démissionné, il y a un peu plus d'un an, en avril 1973, après le raid israélien dans le centre de Beyrouth, au cours duquel trois personnalités palestiniennes avaient été assassinées. Il avait voulu assumer toute la responsabilité de l'inefficacité de la défense libanaise contre ces attaques.

### Nixon n'a pas changé

LONG-BEACH CALIFORNIE (AFP) — M. Richard Nixon ignore le beau langage quand il est de mauvaise humeur: un photographe qui voulait prendre un cliché de l'ancien président à l'hôpital de Long-Beach, l'a appris à ses dépens hier. Alors qu'il s'appretait à fixer l'image du malade dans une chaise roulante, il s'est entendu apostropher par M. Nixon en ces termes: "espèce de fils de p...".

### Makarios ne serait pas un négociateur valable

NICOSIE (AFP) — Il n'est pas possible de négocier avec Mgr Makarios "car il a claqué une fois de plus la porte à tout règlement négocié, dans le discours qu'il a prononcé devant les Nations Unies", a estimé hier, au cours d'une conférence de presse à Nicosie, M. Rauf Denktash, vice-président chypriote turc.



M. Dejtash, après avoir qualifié Mgr Makarios "d'homme qui n'est pas réaliste et qui marche dans les nuages", a affirmé en substance que Chypre n'était florissante et heureuse que parce que les droits de la communauté chypriote turque étaient bafoués.

### Concerts Theodorakis interdit en Grèce

ATHENES (AFP) — Les dix concerts que le compositeur Mikis Theodorakis se préparait à donner en Grèce à partir de dimanche prochain ont été interdits. C'est ce qu'a annoncé jeudi à la presse M. Theodorakis, qui a précisé que c'était le directeur de cabinet du premier ministre, M. Constantin Caramanlis, qui lui en avait fait part. M. Theodorakis a indiqué qu'aucune explication ne lui avait été fournie concernant cette interdiction et il a annoncé que les autorités lui avaient déjà interdit de donner, il y a quelques jours, des concerts en faveur des réfugiés chypriotes, en invoquant des problèmes d'ordre public.

## Exilé aux États-Unis, un juif soviétique affirme: Chaque ville de l'URSS a un camp de détenus politiques

MINNEAPOLIS (AP) — Un juif soviétique, M. David Azbel, qui a obtenu il y a deux mois l'autorisation de s'expatrier aux États-Unis, a déclaré, dans une conférence de presse, qu'il avait passé 16 ans dans un camp de détenus politiques en URSS.

Il avait 23 ans et il était professeur auxiliaire de sciences techniques depuis deux ans, quand il fut convoqué par la police secrète pour un interrogatoire qui ne devait durer que quelques minutes. En fait, il faut aussitôt déporté dans un camp et il y est resté pendant 16 ans, en changeant fréquemment de lieu de détention.

vent pour que nous n'ayons pas le temps de lier des amitiés avec les autres détenus. Chaque ville de l'URSS a un camp de détenus. Se déplacer par train, sans argent, être prisonnier, c'est une chose terrible. Et c'est un peu de la torture quand on vous donne à manger des harengs salés sans vous donner d'eau", a-t-il dit.

### Sérvices

Un jour, il a été battu parce qu'il avait parlé à un autre détenu alors qu'ils étaient au secret. Pendant trois jours, après cette correction, il n'avait pu se tenir debout.

à l'intérieur d'une sorte de cercueil pendant 10 jours.

"Je ne sais pas comment j'ai survécu. C'est sans doute parce qu'il faut que vous soyez condamné à mort pour qu'on vous permette de mourir en prison", a-t-il dit.

M. Azbel, qui est aujourd'hui âgé de 62 ans, a pu s'expatrier avec sa femme Rachel, qu'il a connue en Sibérie, et son fils, Vladimir, âgé de 19 ans. Il n'a pas voulu s'établir en Israël parce qu'il ne connaît pas l'hébreu. Pour obtenir son visa de sortie, il a dû faire la grève de la faim pendant 17 jours au début de cette année.

"On nous déplaçait sou-

Une autre fois, on le mit sur



# Le Prix Nobel de littérature revient à deux Suédois

STOCKHOLM (AP) — C'est à deux de ses membres-Eyvind Johnson et Harry Martinson — que l'Académie suédoise a attribué, jeudi, le prix Nobel de littérature.

Ils ne sont guère connus en dehors de leur pays bien que plusieurs de leurs romans aient été traduits, notamment "Ulysse", "Olof" et "De rose et de fer" pour le premier, et "Voyages sans retour" et "Le chemin de Klockrite" pour le second. "De rose et de fer" est inspiré de l'histoire des possédés de Loudun.

Eyvind Johnson, qui est âgé de 74 ans, a été choisi "pour son art narratif aux larges vues historiques et contemporaines au service de la liberté" et Harry Martinson, 70 ans, "pour une oeuvre qui capte la goutte de rosée et réfléchit le cosmos".

Johnson, ouvrier bûcheron dès l'âge de 14 ans, est surtout connu pour "Krilon", une trilogie qu'il a écrite pendant la deuxième guerre mondiale et qui constitue une condamnation des nazis. Martinson, orphelin très jeune, s'engagea comme mousse à 16 ans. Il a enrichi la langue suédoise avec ses poèmes et ses romans.

Il est surtout connu pour un poème sur un voyage spatial qui est devenu, dans les années 1960, l'opéra "Aniara".

Ils se partagent cette année 550.000 couronnes, soit \$125.000. Tous deux ont été influencés par leurs voyages et par la guerre. Ils n'assistaient pas à la séance finale de l'Académie qui les a désignés. "Ils n'y venaient plus depuis quelque temps", a déclaré le secrétaire de l'Académie, M. Gierow.

C'est la première fois depuis 23 ans que des Suédois obtiennent le prix Nobel de littérature. Les précédents lauréats suédois avaient été Selma Lagerlöf, en 1909, Verner Heidenstam et Eric Axel Karfeldt en 1931, et Per Lagerqvist en 1951.

Ce sont les Français qui, depuis la création du prix, en 1901, se sont taillé la part du lion, avec dix lauréats, à commencer par le premier, Sully Prudhomme.

Les prix Nobel pour la littérature, l'économie, la médecine, la physique et la chimie, ainsi que le prix Nobel de la paix, sont décernés en vertu du testament d'Alfred Nobel, l'inventeur de la dynamite.

Le prix de l'économie sera attribué le 9, celui de médecine le 10 et ceux de physique et chimie le 15. La date de l'attribution du prix Nobel de la paix n'a pas encore été annoncée.

Les prix seront solennellement remis, comme chaque année, le 10 décembre, jour anniversaire de la mort d'Alfred Nobel.

CONFIEZ VOS OFFRES D'EMPLOI AU QUOTIDIEN **LE JOUR**. VOUS SEREZ SATISFAITS.



Louise Portal et Claude Michaud dans "Les deux pieds dans la même bottine" de Pierre Rose.

Le 11 octobre, première du film "Les deux pieds dans la même bottine"

## Un Michaud farfelu!

C'est le 11 octobre, c'est-à-dire le lendemain même de l'avant-première des "Beaux Dimanches" de Richard Martin sur un scénario de Marcel Dubé et Richard Martin, que les Films Mutuels sortent un autre film québécois. Il s'agit d'un long métrage réalisé par Pierre Rose, "Les deux pieds dans la même bottine".

Quand on pense que cette même semaine "Les Beaux Dimanches" prendront l'affiche dans 20 salles du Québec, et que "Les Ordres" de Michel Brault sera toujours à l'affiche de certaines autres, alors que "La pomme, la queue et les pépins" s'essouffera ailleurs; on peut donc dire que la semaine du 11 octobre sera une semaine québécoise pour les cinémas d'ici. Ça ne veut pas forcément dire grand chose, mais c'est quand même réconfortant.

Et maintenant que dire de ce titre énigmatique: "Les deux pieds dans la même bottine"? Vous le comprendrez mieux quand on vous aura dit que Claude Michaud en in-

terprète le rôle principal. Le film raconte en effet les multiples aventures du dernier-né de la famille Latour, qui, quoiqu'il fasse, se met inévitablement les pieds dans les plats et provoque toujours depuis sa naissance des catastrophes partout où il passe.

Il est entouré de Louise Portal, Gérard Vermette, Guy Provost, Roger Michael, Marcel Giguère, Paul Berval, Roger Garceau, Denise Proulx, Bertrand Gagnon, Roméo Pérusse, Raymond Lévesque, Ernest Guimond, Marc Laurendeau et Claude Michaud. Il a été produit par les Productions SMR, en association avec les Productions Mutuelles, les Cinémas Unis, et des investisseurs privés.

Directeur du doublage chez Sonolab depuis 1971, Pierre Rose fut producteur et réalisateur "Ville dans ma tête", 1960; "Les Saltimbanques", 1965; "À St-Gabriel", 1966, (pour Radio-Canada), directeur de la photographie ("Hug-Caper", 1967; "Nuit Noire", 1969); monteur (plusieurs séries pour Radio-Canada, dont "La fin des autres", "15-25", "Les Néocanadiens"; "Terre des autres hommes"; "Modern Language Aid", etc.).

Et une matinée spéciale

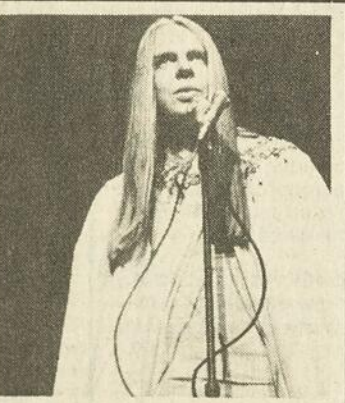
Pour souligner la sortie du film "Les deux pieds dans la même bottine", les Films Mutuels présenteront une matinée "spéciale" pour toute la famille qui sera présentée le sa-

medi 12 octobre aux 2 cinémas Rivoli.

À cette occasion 1.050 personnes, parents et enfants, auront la chance de voir gratuitement cette comédie hilarante et farfelue, grâce à un concours organisé en collaboration avec CJMS Radio-Montréal et Le Journal de Montréal.

"Les Carcans", dix clowns en costumes magnifiques animeront cette fête splendide à laquelle participeront les vedettes du film. Ils offriront aux personnes chanceuses des friandises, des ballons et des prix de présence de toutes sortes. Il y aura du plaisir et de la joie pour toute la famille.

LE FORUM PRÉSENTE  
**RICK WAKEMAN**  
et "The national philharmonic orchestra and choir of America"  
dirigés par: David Measham  
INTERPRÈTENT "VOYAGE AU CENTRE DE LA TERRE"  
MARDI, le 8 octobre à 20h00 au Forum de Montréal  
BILLETS \$5.50 au Montréal Trust-P.V.M., Sauvé frères, Salons de quilles Paré, Boulevard et Laurentien ainsi qu'aux guichets du Forum de Montréal.  
RICK WAKEMAN sur disques et bandes A et M  
PRODUCTION, DONALD K. DONALD



Une satire de moeurs qui choquera les âmes sensibles - Paris-Match  
**Le Trio Infernal**  
MICHEL PICCOLI  
ROMY SCHNEIDER  
CHEVALIER  
1590 Rue Saint-Denis.  
Le Trio Infernal: 12.25 - 2.45 - 5.05 - 7.25 - 9.45

## où irons-nous?

### Cinémas

ARLEQUIN: 1004 Ste-Catherine E., 288-2934 "South Pacific": 2:00, 5:10, 8:30.  
ATWATER: Niveau Metro Alexis Nihon, 935-4246. "California Split": 1:10, 3:15, 5:15, 7:15, 9:15.  
ATWATER: Etage Mode, Plaza Alexis Nihon: "The Sting": 7:20, 9:30. Samedi et dimanche: 12:20, 2:30, 4:30, 6:30, 8:30.  
AVENUE: 1224 Greene Av., Westmount, 837-2747. "Why rock the boat!": 12:20, 2:30, 4:50, 7:20, 9:30.  
BERRI: 1280 St-Denis, 878-2424. "Un silencieux au bout du canon": 2:30, 6:00, 9:35 et "La ceinture noire": 1:00, 4:25, 8:00.  
BEAVER: 5117, Avenue du Parc, 844-1932. "Pleasures of a woman": "Keep it up".  
BIJOU: 5030 Papineau. "Caresse à domicile": 1:25, 4:20, 7:20, 10:15. "La devouresse": 12:10, 3:05, 6:00, 9:00.  
BONAVENTURE: 1 Place Bonaventure, 861-2725. "Sex Thief".  
CANADIEN: 1204 Ste-Catherine E., 523-5180. "On danse sur la jupe": 12:30, 3:40, 6:55, 10:10. "La revanche des coolies": 2:05, 5:15, 8:30.  
CHAMPLAIN: 1815 Ste-Catherine E., 521-1685. "L'Arnaque": 1:30, 5:30, 9:35. "Sentimentalement vôtre": 12:30, 3:50, 7:55.  
CINÉ-CENTRE I: 1430 rue Bleury, 288-7102. "Kung Fu" et "The angry dragon".  
CINÉ-CENTRE II: "La devouresse" et "Caresse à domicile".  
CINÉMA CHEVALIER: 1590 rue St-Denis. "Le trio infernal": 12:25, 2:45, 5:05, 7:25, 9:45.  
CINÉMA 2001: 855 Decarie, 277-2001. Jeudi: "Junior Bonner": 7:00. "Mean streets": 9:30. Vendredi: "The gateway": 7:00. "Mean streets": 9:30. "Duel": minuit.  
CINÉMA 7E ART: 3180 Bélanger est. 722-0302. "Cris et chuchotements": Vendredi: 7:30. Samedi: 7:40. Dimanche: 9:40. "Le lien": Vendredi: 9:15. Samedi: 5:30, 9:25. Dimanche: 3:45, 7:45. Sur semaine: 7:30.  
CINÉMA DE PARIS: 896 Ste-Catherine O., 861-2996. "Lacome Lucien": 12:00, 2:25, 4:55, 7:20, 9:50.  
CINÉMA LE PIÉROT: 1590 St-Denis, 845-3222. "La maison des dames": 5:30, 7:35, 9:40. Samedi et dimanche: 1:20, 3:25, 5:30, 9:40.  
CINÉMA VE: 5550 Sherbrooke O., 489-

5559. SALON ROUGE: "Lacome Lucien": Sur semaine: 7:20, 9:50, dimanche: 12:00, 2:25, 4:45, 7:20, 9:50. SALON BLEU: "Diary of a stewardess": 8:30, 9:15. Samedi et dimanche: 1:00, 3:45, 6:30, 9:15. "Little miss innocence": 7:45, 10:30. Samedi et dimanche: 2:05, 5:00, 7:45, 10:30.  
CLAREMONT: 5038 Sherbrooke O., 486-7395. "Dirty Mary crazy Harvey": 1:15, 3:15, 5:15, 7:15, 9:15.  
CREMAZIE: 8610 St-Denis, 388-4210. "Le hasard de la violence": 7:30, 9:30. Samedi et dimanche: 1:30, 3:30, 5:30, 7:30, 9:30.  
DAUPHIN (McLaren): 2396 E. Beaubien, 721-6050. "Les Valseuses": Sam-Dim: 12:50, 3:00, 5:10, 7:20, 9:30 et lun au ven: 7:20, 9:30.  
DAUPHIN (Renoir): 2396 E. Beaubien, 721-6050. "Le Magnifique": Sam-Dim: 1:30, 3:30, 5:30, 7:40, 9:40. Du lundi au vendredi: 7:40, 9:40.  
ELYSEE: 35 Milton, 842-6053. SALLE RENAISSANCE: "La montagne sacrée": Sam-Dim: 1:10, 3:10, 5:20, 7:30, 9:40. SALLE EISENSTEIN: "Le retour d'Afrique" (version originale, sous-titré anglais): 7:15, 9:30. Sam-Dim: 1:00, 3:10, 5:30, 7:30, 10:00.  
ELECTRA: 1114 est. rue Ste-Catherine, 522-9177. "Enquête sur les apprentis" et "Intime rapport au collège des filles".  
EVE: 1229, St-Laurent, 861-3151. "The Goddaughter" et "Teaser".  
FESTIVAL: 1296 Ste-Catherine E., 525-8600. "Pleure pas la bouche pleine": sem: 7:30, 9:30. Dim: 1:30, 3:30, 5:30, 7:30, 9:30.  
FLEUR DE LYS: 858 Ste-Catherine E., 280-3303. "Lacome Lucien": 12:00, 2:25, 4:55, 7:20, 9:50.  
FLICK TWIN (THE): 1433 Crescent, 845-1269. Grande salle: "Ladies and Gentlemen": "The Rolling Stones": 1:00, 3:00, 5:00, 7:00, 9:00. Petite salle: "Black socks": 2:40, 4:20, 6:00, 7:40, 9:20.  
GRANADA: 4353 Ste-Catherine E., 255-2428. "Magdalena la possédée du diable" et "Sept orchidées tachées de sang".  
GREENFIELD: 519 boul. Taschereau, 671-6129. "La pomme, la queue et les pépins": 7:30. Samedi et dimanche: 1:30, 3:30, 5:30, 7:30, 9:30.  
GREENFIELD: 519 boul. Taschereau, 671-6129. "Les Ordres": 7:00, 9:00. Samedi et dimanche: 1:00, 3:00, 5:00, 7:00, 9:00.  
JEAN-TALON: 4225 Jean-Talon E., 725-

7000 "A // // // // // Cardinal": 7:30, 9:30. Dimanche: 1:30, 3:30, 5:30, 7:30, 9:30.  
KENT: 8100 Sherbrooke O., 489-9707. "Three Musketeers": 1:10, 3:10, 5:10, 9:10.  
LA SCALA: 6430 Papineau, 721-5107. "Le parain": 3:15, 8:00. "Love Story": 6:20.  
LAVAL: 1500 Le Corbusier, 688-8200. "La pomme, la queue et les pépins": 7:30, 9:30. Samedi et dimanche: 1:30, 3:30, 5:30, 7:30, 9:30.  
LAVAL: 1600 Le Corbusier, 688-8200. "Les Ordres": 7:00, 9:00. Samedi et dimanche: 1:30, 3:30, 5:30, 7:30, 9:30. Samedi dernier spectacle: 11:30.  
LOEWS: 954 Ste-Catherine O., 866-5851. "Longest yard": 7:00, 9:00. Samedi et dimanche: 12:45, 2:50, 4:55, 7:00, 9:00. Samedi dernier spectacle: 11:30.  
MAISONNEUVE: 3001 Sherbrooke E., 525-2174. "A // // // // // Cardinal": 7:30, 9:30. Dimanche: 1:30, 3:30, 5:30, 7:30, 9:30.  
MERCURIER: 4260 Ste-Catherine 3., 255-6224. "A coup de magnum": 8:00. Samedi et dimanche: 2:05, 6:00, 9:45. Et "Supergod": 6:30, 10:15. Samedi et dimanche: 12:20, 4:15, 8:00.  
MIDI-MINUIT: 4462 rue St-Denis. "8284. Enquête sur les apprentis" et "Intime rapport au collège des filles".  
MONKLAND: 5505 av. Monkland, 484-3570. "Live and let die": 1:20, 5:20, 9:35. "The Mechanic": 3:35, 7:50.  
NOUVEAU-NATIONAL: 1220 est. rue Ste-Catherine, 521-1119. "Magdalena la possédée du diable" et "Sept orchidées tachées de sang".  
OUTREMONT: 1248 Bernard O., 277-4245. Jeudi: "Baisers dangereux": 7:00. "Badlands": 9:30. Vendredi: "Theodora 01 Flat-bush": 7:00. "If, Stone's weekly and the war game": 9:30. "Harold et Maude": minuit.  
PALACE: 698 Ste-Catherine O., 866-6991. "Death Wish": 1:00, 3:10, 5:20, 7:30, 9:40. Samedi dernier spectacle: 11:30.  
PAPINEAU: 4519 Papineau 521-6853. "La pomme, la queue et les pépins": 1:30, 3:30, 5:30, 7:30, 9:30. Samedi et dimanche: Dernier spectacle: 11:30.  
PARC (Verdun): 720 av. de l'Eglise, 768-2509. "La chevauchée amoureuse de Zoro" et "Le sexe et l'amour".

Les Films Mutuels présentent  
**LES ORDRES**  
un film de Michel Brault  
produit par les Productions Prisma  
Jean Lapointe  
Hélène Loiselle  
Guy Provost  
Claude Gauthier  
Louise Forestier  
LAISSEZ-PASSER NON VALABLES  
Place-Ville-Marie et Rivoli: 1:10, 3:30, 5:30, 7:30, 9:30 p.m.  
Samedi, dernier spectacle à 11h30 p.m.  
Laval-II, Greenfield-II, Versailles (Salon Rouge): sur semaine à 7h et 9h p.m. Samedi et dimanche à 1h, 3h, 5h, 7h, et 9h p.m.  
Samedi, dernier spectacle à 11h p.m.  
EGALEMENT  
BOÎTE À FILMS SAINT-JEAN  
LES GALERIES DE GRANBY (GRANBY)  
CINÉMA  
PLACE-VILLE-MARIE 885 2644  
RIVOLI  
ST-DENIS & BELANGER, 277-4129  
GREENFIELD Pk.  
Pl. Greenfield Park 671-6129  
LAVAL  
Centre d'Achats LAVAL 688 8200  
VERSAILLES  
7265 Sherbrooke E. 353-7880  
L'ATRE 4461 St-Denis: Suzanne Jacob, jeudi, vendredi, samedi et dimanche à 9h et 11h.  
CASANOÙ (association espagnole) 485, Sherbrooke ouest, 844-3691. Relâche lundi, mardi, mercredi.  
IN CONCERT (2 rue Le Royer): "Canonball" Addeley.  
L'ÉVÈCHE: Lewis Furey: 10:00 et minuit jusqu'à 13 octobre.  
IMPREVUE Place Jacques Cartier (sous-sol de l'hôtel Iroquois) "Québec Blues": 1, 2, 3 octobre.  
LE PATRIOTE, 1474 Ste-Catherine, 521-6666, Jérôme Lemay jusqu'à 13 octobre.



# le sport

## Robinson se refuse à être une "gardienne d'enfants"!

CLEVELAND (AP)—Frank Robinson est devenu hier le premier gérant noir dans le baseball majeur, mais il espère ne pas être jugé en raison de la couleur de sa peau.

"Je veux être jugé par mes décisions sur le terrain, a dit Robinson après sa nomination comme gérant des Indiens de Cleveland pour la saison 1975.

"Je suis né noir et j'imagine que je serai un gérant noir", a ajouté Robinson, seul détenteur du trophée de Joueur le plus utile dans les deux ligue majeure.

Robinson succède à Bob Aspromonte. Il agit comme joueur-gérant, probablement comme frappeur désigné.

"Je veux vraiment compléter ma 20<sup>e</sup> saison, en plus de récolter 3.000 coups sûrs et 600 circuits".

Il a besoin de 26 circuits et 100 coups sûrs pour atteindre ses objectifs.

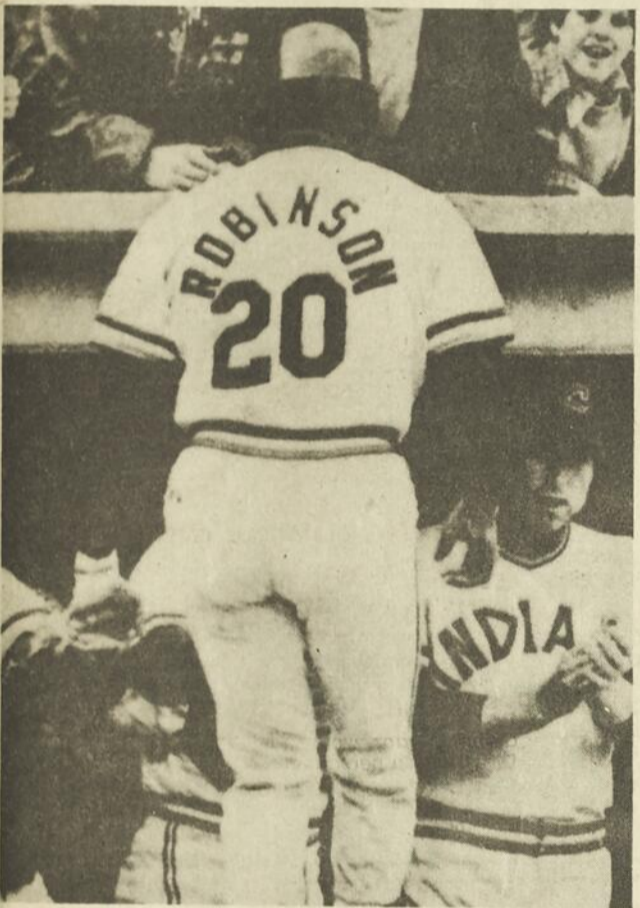
Robinson a signé un contrat d'un an à \$180.000.

"J'avais d'abord pensé qu'un contrat de plusieurs saisons était plus important pour moi, a dit Robinson, mais j'espère que ma tenue m'assurera un autre contrat après cette année.

"Il va sans dire que c'est le plus grand jour de ma vie".

"Mon seul souhait serait de voir Jackie Robinson à mes côtés aujourd'hui".

Jackie Robinson, aucun lien de parenté avec Frank, a été le



Frank Robinson... il veut continuer à cogner des circuits.

premier Noir à évoluer dans les majeures en 1947. Il est décédé en 1972.

"Je ne crois pas que j'aurais pu endurer la pression qu'a subie Jackie, a ajouté Robinson, premier gérant noir en 105 ans d'histoire du baseball majeur.

"Je ne crois pas que ma situation soit semblable à celle de Jackie. Les temps et le monde ont changé et les choses sont complètement différentes".

Robinson réalise que les amateurs et les media d'informations le surveilleront en tant que gérant noir.

"Mais cette pression vient de l'extérieur et je n'en ressens aucune de l'intérieur et c'est ce qui importe", selon Robinson.

### Bowie Kuhn et... Ford

L'importance de l'occasion a été marquée lorsque le commissaire du baseball Bowie Kuhn a noté qu'il assistait à la première nomination d'un gérant et lorsqu'on a lu un télégramme de félicitations du président Gerald Ford.

Robinson a piloté Santurce, de la Ligue d'hiver de Porto-Rico, au cours des cinq dernières saisons, affichant un bilan de deux premiers rangs, deux troisièmes et un cinquième. Il ignore s'il retournera à Porto-Rico cet hiver.

Le directeur-gérant Phil Seghi a révélé que la décision était siennese, avec la pleine coopération du président Nich Mileti. Insistant sur l'expérience de Robinson à Porto-Rico, Seghi a ajouté: "Je recherche un meneur".

"Je crois que Frank possède les qualités de meneur pour diriger ce club".

"La seule raison, expliquant la présence de Frank ici, est le fait qu'il est l'homme le mieux qualifié pour diriger notre club".

### Instructeurs blancs et noirs

Tenant de minimiser la situation de la couleur, Robinson a dit qu'il ignorait encore quels seraient ses instructeurs, "mais j'espère que, si je choisis trois Noirs et un Blanc, vous ne me le reprocherez pas; de même si je choisis trois Blancs et un Noir".

Ignorant ce que les gens du baseball pensent vraiment, Robinson "espère qu'ils oublieront pas d'embaucher un autre Noir comme gérant maintenant qu'il y en a déjà un".

Robinson ne tentera pas de créer un club à son image, mais s'adaptera à ses joueurs.

Robinson n'a pas l'intention d'imposer un couvre-feu à ses joueurs, à l'exception peut-être du camp d'entraînement, "mais alors ce sera après la fermeture des bars".

"Je ne sera pas une gardienne de bébés", a-t-il conclu.

## les capsules

de Christian Nobert

La saison de baseball est terminée pour les Expos... et pour bien d'autres. Il faut déjà penser à la prochaine saison, (si on reverra Willie Davis dans l'alignement de Gene Mauch...). Pour l'instant, les Pirates, de Pittsburgh pensent à la série mondiale, Hank Aaron répète: "J'espère que ce n'est pas mon dernier", après avoir frappé son 733<sup>e</sup> circuit à sa dernière présence au bâton, à Detroit, on était venu rendre un dernier hommage à Al Kaline qui en était à sa 22<sup>e</sup> saison dans les majeures, et Phil Niekro des Braves qui est devenu le 11<sup>e</sup> lanceur à atteindre 20 victoires dans une saison... Mais il ne faut pas pleurer pour ça...

ment tous les billets sont vendus. Son petit match lui coûte quelque \$1,631, bagatelle quand ça vous donne un si beau sourire...

Les Brésiliens pleurent cependant, le roi Pete prend sa retraite. Le magicien du ballon rond a même commencé le bal: "J'ai essayé désespérément de ne pas pleurer, mais il n'y a rien à faire", et la foule a embaîté le pas... c'était beau à voir!

Kuniaki Shibata conserve son titre mondial des poids super-plume (version WBC), il a "knocké" l'Équatorien Ramiro Bolanos au 15<sup>e</sup> round. Dans une catégorie lourde, Oscar Bonavena affrontera l'Américain Oliver Wright le 18 octobre et les poids moyens Carlos Monzon mettra son titre en jeu contre l'Australien Tony Mundine... Et John Conteh, grâce à son nouveau titre mondial des poids mi-lourds, s'est vu confier une place d'honneur à la rencontre Foreman-Ali.

30 millions de personnes ont assisté aux matches de baseball dans les ligue majeure cette saison nous annonce le bureau du commissaire Bowie Kuhn. Les Dodgers en ont attiré plus de deux millions et demi, les Reds deux millions, les Expos 1,019,134...

Dans la même pensée, le chroniqueur sportif religieux (ça existe!) Don Ferruccio Antonelli a tiré une brillante conclusion, dans un article paru dans Tempo en Italie, sur le signe de croix qu'exécute certains sportifs avant un match. Il constate que les Gimondi (l'as du cyclisme), Rivera, Fachetti, Anastasi et autres gloires du football ne commencent jamais une course ou un match sans se signer et que les amateurs les singent. C'est de la bouffonnerie et de l'exhibitionnisme... de la superstition infantile et de mauvais goût, ajoute-t-il, et que seul les tueurards qui risquent leur peau (et qui gagnent une petite fortune...) ont la permission de l'église de le faire. Et Claude Provost, lui, il ne risquait pas sa vie, hein?



\$1,631... pour être au chaud

En Coupe Davis, l'Afrique du Sud a remporté son premier match contre l'Italie dans la finale inter-zones. Bob Hewitt a défait Antonio Zugarelli 4-6, 6-0, 9-7, 4-6 et enfin 6-1. La rencontre a duré près de trois heures et demi... ouf!

Billy Casper a pris la tête du trophée Lancome sur le parcours de Saint-Nom-La-Breche en roulant un 66. Johnny Miller n'est pas là, tant mieux.

Le retour de l'enfant prodige Gilles Villemure à son poste de gardien de but des Rangers, Papa Francis lui a dit: "Ne t'en fais pas avec cela et reviens au bercail".

Aux États-Unis, le motocycliste Don Vesco n'a pas mis autant de temps à battre le record du monde de vitesse. Enfourché sur une Yamaha à deux moteurs TZ-700, il a atteint la vitesse de 287.539 milles à l'heure... j'espère qu'il avait fait son signe de croix!

Le sigle olympique décorera les avions de CP Air d'ici les Jeux de 1976 à Montréal. Une autre initiative du COJO pour promouvoir les Jeux.

Le seul qui a eu son cadeau, c'est Willie Davis. Bien oui, et ce n'est pas Gene Mauch qui lui a donné, c'est l'Association des chroniqueurs de baseball d'Amérique qui a été unanime pour élire Davis comme le joueur de l'année dans le camp des Expos. Qui voudrait prendre la place à Willie!

Les volleyeuses japonaises, championnes du monde, ont surclassé l'équipe nationale du Canada à Calgary en l'emportant trois sets à zéro. Les Canadiennes en ont encore à apprendre jusqu'aux Olympiques, mais c'est pas grave...

"Heiiiiiiiin.... je vais regarder le match à la télévision!" Un maniaque des sports ou de télé (!) a acheté les 233 derniers billets pour la rencontre des Bears de Chicago contre les Saints de la Nouvelle Orléans dimanche prochain. Il veut être sûr que le match sera télédiffusé (il faut vous dire qu'il n'est pas si bête: un match de football est retransmis à la télévision dans la ville où il a lieu si seule-

Le vieux Gordie Howe a découvert que les murs de sa chambre ont des oreilles. Un réseau d'espionnage le guetterait-il? En Russie tout est possible... Howe a déniché des micros cachés. Et lui qui venait de dire à la presse qu'il se trouvait seulement depuis ce matin dans un hôtel vivable... s'il avait su, y serait pas...

## les statistiques hockey

Ligue majeure (Qué.)	Canada-URSS
Tableau de la série	
G P N Bp Bc Pts	G P N Bp Bc Pts
URSS.....3 1 2 25 21 8	Canada.....1 3 2 21 25 4
Les compteurs	
B A Pts	B A Pts
Hull, Canada.....6 2 8	G. Howe, Canada.....3 3 6
Kharlamov, URSS.....2 4 6	Lacroix, Canada.....1 5 6
Yakushev, URSS.....5 0 5	Mikhailov, URSS.....3 2 5
Petrov, URSS.....1 4 5	Milisev, URSS.....4 0 4
Montreal.....2 1 0 0 14 2	Vasiliev, URSS.....3 1 4
Hull.....3 1 2 0 15 17 2	McKenzie, Canada.....1 3 4
Cornwall.....1 0 0 1 3 3 1	Shadrin, URSS.....1 3 4
Laval.....2 0 1 1 9 11 1	Henderson, Can.....2 1 3

## baseball

Ligue nationale	Ligue américaine
Section est	
G P Moy Diff	G P Moy Diff
Pittsburgh.....88 74 .543	Baltimore.....91 71 .562
St-Louis.....86 75 .534 1/2	New York.....89 73 .549 2
Phila.....80 82 .494 8	Boston.....84 78 .519 7
Montréal.....79 82 .491 8 1/2	Cleveland.....77 85 .475 14
New York.....71 91 .438 17	Milwaukee.....76 86 .469 15
Chicago.....66 96 .407 22	Detroit.....72 90 .444 19
Section ouest	
G P Moy Diff	G P Moy Diff
Los Angeles.....102 60 .630	Oakland.....90 72 .556
Cincinnati.....98 64 .605 4	Texas.....84 76 .525 6
Atlanta.....88 74 .543 14	Minnesota.....82 80 .506 9
Houston.....81 81 .500 21	Chicago.....80 80 .500 10
San Fran.....72 90 .444 30	Kansas City.....77 85 .475 14
San Diego.....60 102 .370 42	California.....68 94 .420 22
Les meneurs	
P J Ab Pts Cs Moy	P J Ab Pts Cs Moy
Garr, Atl.....143 606 87 214 .353	Carew, Min.....153 599 87 218 .364
Oliver, Pitt.....147 617 96 198 .321	Hargrove, T.....131 415 57 134 .323
Gross, Hous.....156 589 77 185 .314	Orta, Chi.....139 525 75 166 .316
Buckner, L.A.....145 580 83 182 .314	McRae, K.C.....148 539 71 166 .308
Madlock, Chi.....128 453 65 142 .313	Piniella, NY.....140 518 71 158 .305
Zisk, Pitt.....149 536 75 168 .313	Maddox, NY.....137 466 75 141 .303
Garvey, L.A.....156 642 95 200 .312	Burroughs, T.....152 554 84 167 .301
Smith, St. L.....143 517 79 160 .309	Randle, T.....151 121 65 157 .301
McBride, St. L.....150 559 81 173 .309	Yastrzemski, B.....148 515 93 155 .301
Brook, St. L.....153 635 105 194 .306	Allen, Chi.....128 462 84 139 .301
Circuits: Schmidt, Philadelphie, 36;	Circuits: Allen, 32; Jackson, Oak-
Bench, Cincinnati, 33.	land, 29.
Points produits: Bench, 129;	Points produits: Burroughs, 118;
Schmidt, 116.	Bando, Oakland, 103.
Lanceurs (15 décisions): John, Los Angeles, 13-3, .813; Messersmith, Los Angeles, 20-6, .769.	Lanceurs (15 décisions): Champion, Milwaukee, 11-4, .733; Cuellar, Baltimore, 22-10, .688.

# Un Jarry d'gros merci

**eb**  
expos

**le sport** Humiliée, 5-2, hier, Équipe-Canada ne peut plus gagner la série

# Sang, rudesse et dissension!

par Jean-Marc Desjardins

Les espoirs de voir Équipe-Canada remporter, même de justesse, la série contre les Soviétiques se sont envolés hier lorsque la sélection russe a complètement dominé le sixième match de la série et triomphé presque trop aisément au score de 5-2.

Les Soviétiques dominent maintenant par trois victoires, une défaite et deux matches nuls, ce qui signifie, si vous n'avez pas fait attention aux chiffres depuis le début, que les Canadiens n'ont remporté qu'une seule et unique victoire...

Et c'est justement pendant la rencontre d'hier au Palais des Sports de Loujniki qu'on a commencé à se rendre

compte pourquoi exactement le Canada n'avait remporté qu'une seule et unique victoire...

La domination des Russes s'est fait rapidement sentir dès le début puisqu'à 34 secondes seulement Boris Mikhaïlov ouvrait le score, suivi moins de trois minutes après par Valeri Vasilyev...

Deux buts en 2 minutes et 43 secondes, soit le temps qu'il a fallu aux porteurs-couleurs canadiens pour se rendre compte qu'ils disputaient un match de hockey à Moscou...

Avant la fin du premier vingt, toutefois Réjean Houel, qui plus souvent qu'autrement s'est heurté au

brio défensif du gardien Vladimir Treiak, a pu réduire l'avance russe à un but.

La deuxième période a donné lieu à du jeu décousu, bourré d'erreurs, de passes manquées et d'accrochages de tous genres. C'est à ce moment que l'arbitre soviétique Victor Dombrovsky a complètement perdu le contrôle de la rencontre, laissant passer entre autres les infractions les plus flagrantes et le cinglage le plus évident. Bref, les comptes se sont réglés entre joueurs sans qu'aucun officiel ne daigne intervenir et c'était à qui enfoncerait son bâton le plus profondément dans la chair de l'autre...

Gordie Howe, sur une

passé de son fils Mark, a réussi, grâce à son expérience devant les filets, à égaliser les chances à 2-2 à la septième minute de jeu de la période médiane, mais ce devait être le dernier but du Canada.

Tout à tour Viacheslav Anisin, Juri Shatalov et Valeri Kharlamov sont venus marquer les buts d'assurance pour l'URSS.

S'il faut, comme d'habitude, dire que le score final ne reflète pas l'aspect de la rencontre, il serait alors juste de mentionner à la décharge des attaquants canadiens que Treiak a connu une autre de ses soisées-miracle et qu'il a contré à la perfection toutes les charges du Canada, les

deux buts alloués étant le résultat direct de bévues commises autour de sa cage et de lancers déviés au dernier instant.

Tout au long du match, marqué par une escalade de rudesse sans précédent dans une compétition de ce genre, les Canadiens, visiblement épuisés et incapables d'imprimer leur tempo, n'ont pu que constater réellement la supériorité du jeu russe.

On a, par ailleurs, rapporté des rumeurs de dissension avant la rencontre entre l'entraîneur Billy Harris et ses joueurs... Si tel est le cas et la chose semble fort plausible vu les plaintes constantes de part et d'autres, il est bien évident qu'une telle attitude ne peut que miner le moral déjà passablement bas de porteurs-couleurs canadiens.

Peu habitués à se voir "darder", les Canadiens ont répliqué coup pour coup et l'inévitable s'est produit, soit la mêlée presque générale au centre de la patinoire à la toute fin de la troisième période. Rick Ley et Valeri Kharlamov en sont venus aux coups pendant qu'autour d'eux volaient les coudes, les patins et les bâtons Kharlamov a quitté la bagarre le visage ensanglanté. Quelques Soviétiques seulement sont demeurés sur place alors que pour serrer, bien à contre-cœur, la patte aux Canadiens.

La chose était à prévoir puisque la tension augmentait dangereusement depuis les deux derniers matches à Winnipeg et Vancouver.

Quoi qu'il en soit donc, le Canada ne gagnera pas celle-ci. Il devra se contenter au mieux d'une série nulle, résultat que plus personne n'escompte vraiment maintenant tellement les rapports de force apparaissent inégaux.

Et comme ces messieurs de la Fédération internationale de hockey sur glace ne présentent guère que de tels incidents jettent le discrédit sur leur sport, il n'est pas impossible non plus que nous assistions à la dernière série du genre pour un bon bout de temps.



C'est sur une note de fureur que le match Canada-URSS a pris fin hier à Moscou alors que Rick Ley et Valeri Kharlamov en sont venus aux poings au centre de la patinoire. On voit ici le joueur russe, auteur du cinquième but des siens épongeant son visage ensanglanté.

On parlera longtemps de injustices, des arbitres, des coups de bâtons "sournois" et des tactiques saugrenues des Soviétiques pour tenter d'expliquer la débâcle des Canadiens dans cette portion de série, mais le malaise est-

plus profond que cela.

Il y a plus que des détails techniques, plus que deux niveaux d'habileté ou d'entraînement pour expliquer les succès des Soviétiques. Il y a deux mondes, deux façons de vivre, deux façons de jouer... et contre ça Équipe-Canada ne peut pas grand chose.

**SOMMAIRE**

**Première période**  
 1—URSS, Mikhaïlov 3 (Kharlamov).....0:34  
 2—URSS, Vasilyev 3...2:43  
 3—Canada, Houle 1 (Shmyr).....15:56  
 Pénalités: Marty Howe C

**Deuxième période**  
 4—Canada, G. Howe 3 (Mark Howe).....6:15  
 5—URSS, Anisin 1 (Vikulov).....8:22  
 6—URSS, Shatalov 1 (Tsygankov).....13:57  
 Pénalités: Mark Howe C 12:22, Vasilyev S, MacGregor C, majeures 12:44.

**Troisième période**  
 7—URSS, Kharlamov 2 (Vikulov).....13:00  
 Pénalités: Kharlamov S, Smith C 10:54, Marty Howe C Inconduite, Lebedev S 15:04.  
 Gardiens: Cheevers, Canada; Treiak, URSS.  
 Assistance: 15,000.



Bruce McGregor, n'ayant pu trouver le vocabulaire approprié en russe pour signifier sa façon de penser à l'arbitre a utilisé le bon vieux langage international des signes. McGregor venait d'écopier d'une punition majeure pour s'être présumément battu...

**Pourquoi fumer des C.D.A.?**

**LA QUEBÉCOISE** notre cigarette à nous

Un produit de La Société des Tabacs Laurentiens Inc.

Avis: Le ministère de la Santé nationale et du Bien-être social considère que le danger pour la santé croît avec l'usage.

**LA PEUGEOT 504 GL.**

UNE DES MEILLEURES VOITURES DE L'HEURE.

Tout équipée à partir de \$4995.

**PEUGEOT 504 GL**

**G.G.Q.** Les Grands Garages du Québec Ltée  
 306 est, ST-ZOTIQUE 273-9105 (Métro Beauport)

**BLUE BONNETS** par Mario Lavallée

**Les sélections du JOUR**

1—Rocket Drummond (72) - Subito (72).  
 2—Uncle Bens Billy (64) - Scotch Jeff (62).  
 3—Scranton Hanover (82) - Clam O'Mouette (77).  
 4—Spec O'Bradley (54) - Demon Lobell (58) - Big Bang  
 5—Orsini Lobell (78) - Bradley L. Bar (71).  
 6—Frug (72) - College Cheer (68) - Tina Silk (69).  
 7—T.H. Brenna (84) - Edgar Senator (81).  
 8—New Edition (68) - Likely (67) - Cold Spring Beauty  
 9—Gaelic Duke (77) - Saul Express (76).  
 10—Mister Winston (76) - Jambo Carol (73) - Laramie Chip (64).

**SKI SKI SKI**

**DIRECT SPORTS**

1182 CHEMIN CHAMBLY  
 LONGUEUIL  
 674-4637

Ouvert tous les soirs jusqu'à 9 heures

**LOUEZ UNE VOITURE!**

**HOHELAGA DRIVE YOURSELF**

VOLKS et VOITURES COMPACTES AMÉRICAINES

2122 RUE MASSON.  
 524-6836

## Les officiels canadiens ont été insultés...

MOSCOU (PC) — Les membres de délégations officielles d'Équipe-Canada 1974 ont boycotté le sixième match de la série Canada-URSS, hier à Moscou, afin de concrétiser leur mécontentement face à ce qu'ils nomment "l'indifférence" de leurs hôtes soviétiques.

Gordon Juckes, gérant général de l'Association canadienne de hockey amateur, a déclaré hier que l'insulte suprême des Russes consistait à forcer les propriétaires d'équipes de l'Association mondiale ainsi que les autres membres de la délégation officielle canadienne à occuper de mauvais sièges au Palais des Sports de Loujniki.

Lors d'une conférence de presse impromptue, les officiels canadiens ont avoué ne pas avoir considéré la possibilité de retirer Équipe-Canada de la série, mais ont plutôt choisi le boycottage pour s'assurer que les Russes s'aperçoivent "que nous ne bénéficions pas du traitement spécial qu'on nous avait promis..."

Juckes a rappelé que le délai de trois heures à l'aéroport lors de l'arrivée de l'équipe lundi dernier avait été suivi d'un accueil douteux, de la distribution de mauvais billets pour le premier match ainsi qu'une indifférence générale aux besoins des Canadiens.

Après le premier match, mardi dernier, les Canadiens ont protesté auprès des officiels soviétiques, mais les mesures prises alors pour corriger la situation n'ont pas été satisfaisantes.

Enfin, Juckes a ajouté que chaque demande soviétique en ce qui avait trait aux billets avait été pleinement satisfaite lors des quatre matches au Canada.

De plus, la délégation soviétique avait reçu un traitement de première classe lors de son séjour au Canada, tant au point de

vue hôtels, transport que "courtoisie spéciale" aux douanes.

Rien n'indique à l'heure actuelle que la situation soit corrigée... bien au contraire.

**"Ley, un bandit qui mérite la prison"**

—Kulagin

MOSCOU (PC) — Le pilote russe Boris Kulagin a déclaré hier que le défenseur canadien Rick Ley était un "bandit" qui devrait être condamné à 15 jours de prison à la suite de sa participation à la bagarre avec Valeri Kharlamov après la victoire de 5-2 de l'URSS sur le Canada.

"Une telle personne est indésirable dans notre pays" a déclaré Kulagin.

Kulagin a déclaré, lors d'une conférence de presse, que les joueurs qui faisaient montre de violence après un match en URSS étaient emprisonnés pour 15 jours, mais il n'a pas suggéré l'emprisonnement du Canadien.

Kharlamov a quitté la patinoire, la bouche ensanglantée, après avoir reçu plusieurs coups de poing de Ley.

On a demandé au pilote Billy Harris, du Canada, si la même loi serait appliquée à Valeri Vasilyev, qui a donné trois coups de poing à Bruce MacGregor. Les deux joueurs ont écopé de majeures même si MacGregor n'a jamais laissé tomber son bâton et ses gants.

Les règlements internationaux spécifient que tout agresseur dans une bagarre écope d'une pénalité de 10 minutes, pendant lesquelles son club doit évoluer à court d'un joueur.

**VOLVO RIVE SUD**

en face des galeries Taschereau

**3839 boul. Taschereau, Saint-Hubert 678-1220**

**MENIN**